

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1599

26 juin 2012

SOMMAIRE

Enventure Partners Luxco	76732	Luxembourg Hydro Power	76707
Lama Immobilier	76730	Lux European Holdings S.à r.l.	76706
Lama Immobilier	76710	Macla S.à r.l.	76749
Lama Immobilier	76706	Malta	76750
Lama Immobilier	76730	Marly International S.A.	76752
Lares Holding S.A.	76730	Marly International S.A.	76752
LatCap II SPV VI (Luxembourg) S.à r.l. ..	76730	Marly International S.A.	76751
Lazzara Immobilière S.A.	76731	MaxxCap S.à r.l.	76743
Le Cap Azur Sàrl	76707	MaxxCap S.à r.l.	76751
LEKA Pneus S.à r.l.	76706	Meda Pharma	76709
Lemania	76731	Meridiam Infrastructure Managers S.à r.l.	
Lemania	76730	76709
Levade S.A.	76731	Midas Topco S.à r.l.	76743
Levia Holding S.A.	76732	Middlesex JV S.à r.l.	76742
Levia Holding S.A.	76708	Middlesex Office S.à r.l.	76742
Levia Holding S.A.	76708	Middlesex Residential S.à r.l.	76742
Levia Holding S.A.	76708	Middlesex Retail S.à r.l.	76742
Levia Holding S.A.	76732	Middlesex S.à r.l.	76743
LEWIS Invest S.A.	76708	Middlesex Student Housing S.à r.l.	76743
LIC II Luxembourg	76709	Monier Holdings GP S.A.	76750
Limafin S.A.	76708	Monier Holdings GP S.A.	76750
Linea Sports S.à r.l.	76709	Monier Holdings S.C.A.	76750
Litoprint S.A.	76707	Mosella Consult S.à r.l.	76751
Luxblue Holdings I S. à r.l.	76706	PM Group S.à r.l.	76710
Luxblue Holdings I S. à r.l.	76706		

Lux European Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 25.850,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 118.705.

—
Par résolutions prises en date du 26 mars 2012, les associé ont pris les décisions suivantes:

1. nomination de Kevin Roseke, avec adresse professionnelle au 1100-10830, Jasper Avenue, T5J 2B3 Edmonton, Alberta, Canada au mandat de gérant de catégorie A, avec effet au 15 février 2012 et pour une durée indéterminée

2. acceptation de la démission de Vern Malcolm, avec adresse au 1100-10830, Jasper Avenue, T5J 2B3 Edmonton, Alberta, Canada de son mandat de gérant de catégorie A, avec effet au 15 février 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 21 mai 2012.

Référence de publication: 2012062051/15.

(120087529) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2012.

Luxblue Holdings I S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 136.524.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012062052/10.

(120087598) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2012.

Luxblue Holdings I S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 136.524.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012062053/10.

(120087599) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2012.

LEKA Pneus S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6471 Echternach, 34, rue du Pont.

R.C.S. Luxembourg B 137.504.

—
Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012062063/9.

(120087358) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2012.

Lama Immobilier, Société Anonyme.

Siège social: L-2314 Luxembourg, 2A, place de Paris.

R.C.S. Luxembourg B 117.981.

—
Les comptes annuels au 31.12.2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012062056/10.

(120087840) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2012.

Le Cap Azur Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 128, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 109.171.

Extrait de la cession des parts sociales en date du 21 mai 2012 à Luxembourg ville

En vertu d'une convention de cession de parts sociales en date du 21 mai 2012, la société LUXROYAL MANAGEMENT S.A., établie et ayant son siège au à L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire, immatriculée au Registre de Commerce de Luxembourg sous le numéro B57636 cède à Monsieur Stéphane BIVER, demeurant professionnellement à L-2330 Luxembourg, 128, boulevard de la Pétrusse, des parts sociales au nombre de CENT CINQUANT (150) et cède à Monsieur Alain NOULLET, demeurant professionnellement à L-2330 Luxembourg, 128, boulevard de la Pétrusse, des parts sociales au nombre de CENT CINQUANT (150), représentant l'intégralité du capital social de la société LE CAP AZUR SARL.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2012062045/20.

(120087276) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2012.

Luxembourg Hydro Power, Société Anonyme.

Siège social: L-1651 Luxembourg, 11, avenue Guillaume.

R.C.S. Luxembourg B 156.923.

Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration de LUXEMBOURG HYDRO POWER SA, tenue le 25 mai 2012

Il a été décidé ce qui suit:

- Le Conseil d'Administration prend acte du changement de dénomination sociale de CREDIT AGRICOLE PRIVATE EQUITY SA membre du Conseil d'Administration, en OMNES CAPITAL SA comme en témoigne l'extrait du Registre de Commerce et des Sociétés au 11 avril 2012 délivré par le Greffe du Tribunal de Commerce de Paris.

Pour extrait certifié conforme

Signatures

Mandataire

Référence de publication: 2012062054/15.

(120087288) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2012.

Litoprint S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 41.107.

Extrait des résolutions prises lors de la réunion Conseil d'Administration du 16 mai 2012

- La démission de Monsieur Philippe STANKO de son mandat d'Administrateur est acceptée.

- Monsieur Atem SALAMEH, employé privé, domicilié professionnellement au 412F, route d'Esch, L- 2086 Luxembourg, est coopté en tant qu'Administrateur en remplacement de Monsieur Philippe STANKO, démissionnaire. Il terminera le mandat de son prédécesseur, mandat venant à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2015. La cooptation de Monsieur Atem SALAMEH sera ratifiée à la prochaine Assemblée.

Fait à Luxembourg, le 16 mai 2012.

Certifié sincère et conforme

LITOPRINT S.A.

A. BOULHAIS / N. VENTURINI

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2012062076/18.

(120087150) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2012.

Levia Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 82, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 92.671.

Par la présente nous vous informons que nous donnons notre démission en tant que commissaire aux comptes et ceci avec effet immédiat.

Luxembourg, le 30 avril 2012.

Fibetrust S.à.r.l.

Référence de publication: 2012062069/11.

(120087667) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2012.

Levia Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 82, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 92.671.

Par la présente, nous donnons, avec effet immédiat, notre démission comme administrateur de la société.

Luxembourg, le 30 avril 2012.

Naturwerk S.A.

Référence de publication: 2012062070/10.

(120087667) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2012.

Levia Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 82, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 92.671.

Par la présente, nous donnons, avec effet immédiat, notre démission comme administrateur de la société.

Luxembourg, le 30 avril 2012.

Solero S.A.

Référence de publication: 2012062071/10.

(120087667) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2012.

LEWIS Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 2, rue Astrid.

R.C.S. Luxembourg B 165.561.

EXTRAIT

Il résulte d'une décision de l'administrateur unique tenue en date 25 avril 2012 que:

Le siège social de la société est transféré de 36, avenue Marie-Thérèse L-2132 Luxembourg au 2, rue Astrid L-1143 Luxembourg

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2012062072/12.

(120087951) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2012.

Limafin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 4, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 107.066.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LIMAFIN S.A.

Référence de publication: 2012062074/10.

(120088246) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2012.

LIC II Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 41, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 121.146.

Statuts coordonnés, suite à de l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 21 décembre 2011 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 20 janvier 2012.

Francis KESSELER

NOTAIRE

Référence de publication: 2012062073/13.

(120087522) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2012.

Linea Sports S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6691 Moersdorf, 9, Am Iwweschten Duerf.

R.C.S. Luxembourg B 151.731.

Gesellschafterbeschluss vom 04. Mai 2012

Erster und Einziger Beschluss

Die Gesellschafter nehmen zur Kenntnis, dass sich die private Anschrift des Teilhabers sowie Gérant technique Herrn Jean FLOHR wie folgt geändert hat:

Herr Jean FLOHR, wohnhaft in D-54309 Newel, 3, Müssigerhof

Linea Sports S.à r.l. / Linea Sports S.à r.l.

Jean FLOHR / Stany BASTIN

Référence de publication: 2012062075/14.

(120087720) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2012.

Meda Pharma, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 32.025.000,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 43, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 157.784.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 mai 2012.

Référence de publication: 2012062085/11.

(120087829) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2012.

Meridiam Infrastructure Managers S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 110.701.

EXTRAIT

L'assemblée générale de l'associé unique de la société a décidé, en date du 14 mai 2012:

- de nommer avec effet immédiat Monsieur Joseph Constantine Aiello, né le 6 mai 1952 à Massachusetts, Etats-Unis d'Amérique, ayant pour adresse professionnelle 605 Third Avenue, 28th Floor New York, NY, 10158 Etats-Unis d'Amérique, gérant de la Société, jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Meridiam Infrastructure Managers S.à r.l.

Mandataire

Référence de publication: 2012062086/15.

(120087921) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2012.

Lama Immobilier, Société Anonyme.

Siège social: L-2314 Luxembourg, 2A, place de Paris.

R.C.S. Luxembourg B 117.981.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012062057/10.

(120087841) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2012.

PM Group S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 163.128.

In the year two thousand and twelve, on the sixteenth of May.

before us Maître Marc Loesch, notary, residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg,

was held an extraordinary general meeting of the shareholders of PM Group S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of Luxembourg, having a share capital of ten thousand one hundred sixty-one point eighty-seven pounds sterling (GBP 10,161.87), with registered office at 12, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated following a notarial deed dated 19 August 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2562 of 21 October 2011 and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 163.128 (the "Company"). The articles of incorporation of the Company were last amended following a deed of the undersigned notary dated 2 May 2012, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

The meeting was declared open at 11.53 a.m. by Mrs Chantal Mathu, vice-president, residing professionally in Luxembourg, in the chair,

who appointed as secretary Mr Graham Hislop, finance director, residing professionally in London, United Kingdom.

The meeting elected as scrutineer Ms Fantine Jeannon, senior corporate officer, residing professionally in Luxembourg.

The bureau of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to record the following:

(i) That the agenda of the meeting was the following:

Agenda:

1 To create ten (10) classes of shares, to be denominated class A ordinary shares, class B ordinary shares, class C ordinary shares, class D ordinary shares, class E ordinary shares, class F ordinary shares, class G ordinary shares, class H ordinary shares, class I ordinary shares, and class J ordinary shares having such rights and privileges attached thereto as set out in the articles of incorporation of the Company following their restatement as per item 6 of the present agenda.

2 To convert the existing one million sixteen thousand one hundred eighty-seven (1,016,187) shares with a nominal value of one penny (GBP 0.01) per share, into one million sixteen thousand one hundred eighty-seven (1,016,187) class A ordinary shares.

3 To increase the corporate capital of the Company by an amount of one million one hundred fifty-four thousand eight hundred thirty-eight point thirteen pounds sterling (GBP 1,154,838.13) so as to raise it from its current amount of ten thousand one hundred sixty-one point eighty-seven pounds sterling (GBP 10,161.87) to one million one hundred sixty-five thousand pounds sterling (GBP 1,165,000.-).

4 To issue ten million six hundred thirty-three thousand eight hundred thirteen (10,633,813) new class A ordinary shares, eleven million six hundred fifty thousand (11,650,000) new class B ordinary shares, eleven million six hundred fifty thousand (11,650,000) new class C ordinary shares, eleven million six hundred fifty thousand (11,650,000) new class D ordinary shares, eleven million six hundred fifty thousand (11,650,000) new class E ordinary shares, eleven million six hundred fifty thousand (11,650,000) new class F ordinary shares, eleven million six hundred fifty thousand (11,650,000) new class G ordinary shares, eleven million six hundred fifty thousand (11,650,000) new class H ordinary shares, eleven million six hundred fifty thousand (11,650,000) new class I ordinary shares, and eleven million six hundred fifty thousand (11,650,000) new class J ordinary shares, having a nominal value of one penny (GBP 0.01) each.

5 To accept subscription for these new shares by the Company's existing shareholders and to accept payment in full for such new shares by a contribution in cash.

6 To fully restate the articles of incorporation of the Company without however amending the corporate object.

7 Miscellaneous.

(ii) That the shareholders present or represented, the proxyholders of the represented shareholders and the number of the shares held by the shareholders are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the shareholders, the proxyholders of the represented shareholders, the bureau of the meeting and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

(iii) That the proxies of the represented shareholders, signed by the proxyholders, the bureau of the meeting and the undersigned notary will also remain annexed to the present deed.

(iv) That the whole corporate capital was represented at the meeting and all the shareholders present or represented declared that they had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting, and waived their right to be formally convened.

(v) That the meeting was consequently regularly constituted and could validly deliberate on all the items of the agenda.

(vi) That the general meeting of shareholders, each time unanimously, took the following resolutions:

First resolution

The general meeting of shareholders resolved to create ten (10) classes of shares, to be denominated class A ordinary shares, class B ordinary shares, class C ordinary shares, class D ordinary shares, class E ordinary shares, class F ordinary shares, class G ordinary shares, class H ordinary shares, class I ordinary shares, and class J ordinary shares having such rights and privileges attached thereto as set out in the articles of incorporation of the Company following their restatement.

Second resolution

The general meeting of shareholders resolved to convert the existing one million sixteen thousand one hundred eighty-seven (1,016,187) shares with a nominal value of one penny (GBP 0.01) per share, into one million sixteen thousand one hundred eighty-seven (1,016,187) class A ordinary shares.

Third resolution

The general meeting of shareholders resolved to increase the corporate capital of the Company by an amount of one million one hundred fifty-four thousand eight hundred thirty-eight point thirteen pounds sterling (GBP 1,154,838.13) so as to raise it from its current amount of ten thousand one hundred sixty-one point eighty-seven pounds sterling (GBP 10,161.87) to one million one hundred sixty-five thousand pounds sterling (GBP 1,165,000.-).

Fourth resolution

The general meeting of shareholders resolved to issue ten million six hundred thirty-three thousand eight hundred thirteen (10,633,813) new class A ordinary shares, eleven million six hundred fifty thousand (11,650,000) new class B ordinary shares, eleven million six hundred fifty thousand (11,650,000) new class C ordinary shares, eleven million six hundred fifty thousand (11,650,000) new class D ordinary shares, eleven million six hundred fifty thousand (11,650,000) new class E ordinary shares, eleven million six hundred fifty thousand (11,650,000) new class F ordinary shares, eleven million six hundred fifty thousand (11,650,000) new class G ordinary shares, eleven million six hundred fifty thousand (11,650,000) new class H ordinary shares, eleven million six hundred fifty thousand (11,650,000) new class I ordinary shares, and eleven million six hundred fifty thousand (11,650,000) new class J ordinary shares, having a nominal value of one penny (GBP 0.01) each.

Subscription - Payment

Thereupon appeared:

1. Montagu IV (US) LP, a limited partnership incorporated and existing under the laws of England, having its registered office at 2 More London Riverside, London SE1 2AP, United Kingdom, registered with the Companies House under number LP014212, represented by its custodian, HSBC Global Custody Nominee (UK) Limited, having its registered office at 8 Canada Square, London E14 5HQ, United Kingdom and registered with the Companies House under number 228660,

2. Montagu IV (B) LP, a limited partnership incorporated and existing under the laws of England, having its registered office at 2 More London Riverside, London SE1 2AP, United Kingdom, registered with the Companies House under number LP014213, represented by its custodian, HSBC Global Custody Nominee (UK) Limited, here above mentioned,

3. Montagu IV LP, a limited partnership incorporated and existing under the laws of England, having its registered office at 2 More London Riverside, London SE1 2AP, United Kingdom, registered with the Companies House under number LP014211, represented by its custodian, HSBC Global Custody Nominee (UK) Limited, here above mentioned,

4. Montagu IV (Non-US) LP, a limited partnership incorporated and existing under the laws of England, having its registered office at 2 More London Riverside, London SE1 2AP, United Kingdom, registered with the Companies House under number LP014367, represented by its custodian, HSBC Global Custody Nominee (UK) Limited, here above mentioned,

(collectively, the "Subscribers"), each of them represented by Mr Graham Hislop, prenamed, by virtue of four proxies under private seal given on May 15, 2012.

The said proxies, signed by the proxyholder and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed.

The Subscribers declared to subscribe for new shares as set out below against their name, and to pay in full the nominal value of the new shares by a contribution cash as follows:

Subscribers	Number and classes of shares	Total subscription price in GBP
Montagu IV (US) LP, represented by its custodian HSBC Global Custody Nominee (UK) Limited	200,244 class A ordinary shares	21,746.64
	219,380 class B ordinary shares	
	219,380 class C ordinary shares	
	219,380 class D ordinary shares	
	219,380 class E ordinary shares	
	219,380 class F ordinary shares	
	219,380 class G ordinary shares	
	219,380 class H ordinary shares	
	219,380 class I ordinary shares	
	219,380 class J ordinary shares	
Montagu IV (B) LP, represented by its custodian HSBC Global Custody Nominee (UK) Limited	834,351 class A ordinary shares	90,610.98
	914,083 class B ordinary shares	
	914,083 class C ordinary shares	
	914,083 class D ordinary shares	
	914,083 class E ordinary shares	
	914,083 class F ordinary shares	
	914,083 class G ordinary shares	
	914,083 class H ordinary shares	
	914,083 class I ordinary shares	
	914,083 class J ordinary shares	
Montagu IV LP, represented by its custodian HSBC Global Custody Nominee (UK) Limited	9,244,827 class A ordinary shares	1,003,993.47
	10,128,280 class B ordinary shares	
	10,128,280 class C ordinary shares	
	10,128,280 class D ordinary shares	
	10,128,280 class E ordinary shares	
	10,128,280 class F ordinary shares	
	10,128,280 class G ordinary shares	
	10,128,280 class H ordinary shares	
	10,128,280 class I ordinary shares	
	10,128,280 class J ordinary shares	
Montagu IV (Non-US) LP, represented by its custodian HSBC Global Custody Nominee (UK) Limited	354,391 class A ordinary shares	38,487.04
	388,257 class B ordinary shares	
	388,257 class C ordinary shares	
	388,257 class D ordinary shares	
	388,257 class E ordinary shares	
	388,257 class F ordinary shares	
	388,257 class G ordinary shares	
	388,257 class H ordinary shares	
	388,257 class I ordinary shares	
	388,257 class J ordinary shares	
Total:	10,633,813 class A ordinary shares 11,650,000 class B ordinary shares 11,650,000 class C ordinary shares 11,650,000 class D ordinary shares 11,650,000 class E ordinary shares 11,650,000 class F ordinary shares 11,650,000 class G ordinary shares 11,650,000 class H ordinary shares 11,650,000 class I ordinary shares 11,650,000 class J ordinary shares	1,154,838.13

The amount of one million one hundred fifty-four thousand eight hundred thirty-eight point thirteen pounds sterling (GBP 1,154,838.13) was thus as from that moment at the disposal of the Company, evidence thereof having been submitted to the undersigned notary.

Fifth resolution

The general meeting of shareholders resolved to fully restate the articles of incorporation of the Company in order to inter alia reflect the above resolutions but without amending the corporate object.

As a consequence the articles of incorporation of the Company shall from now on read as follows:

“Chapter I. - Form, Name, Registered Office, Object, Duration

Art. 1. Form, Name. There is hereby established a société à responsabilité limitée (the “Company”) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg (the “Laws”) and by the present articles of incorporation (the “Articles of Incorporation”).

The Company may be composed of one single shareholder, owner of all the shares, or several shareholders, but not exceeding forty (40) shareholders.

The Company will exist under the name of “PM Group S.à r.l.”.

Art. 2. Registered Office. The Company will have its registered office in the City of Luxembourg.

The registered office may be transferred to any other place within the City of Luxembourg by a resolution of the Manager(s).

Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the Manager(s).

In the event that, in the view of the Manager(s), extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office or between such office and persons abroad, the Company may temporarily transfer the registered office abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a company governed by the Laws. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the Manager(s).

Art. 3. Object. The purpose of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in any commercial, industrial, financial, or other, Luxembourg or foreign companies or enterprises; to acquire or through participations, contributions, underwriting, purchases or options, negotiation or in any other way any securities, rights, patents, trademarks, copyrights, any other franchise rights and licences, and other property, rights and interest in property as the Company shall deem fit, and generally to hold, manage, develop, sell, license or dispose of the same, in whole or in part, for such consideration as the Company may think fit, and in particular for shares or securities of any company purchasing the same; to enter into, assist or participate in financial, commercial and other transactions, and to grant to any holding company, subsidiary, affiliate or any other company associated in any way with the Company, or the said holding company, subsidiary, affiliate or any other company in which the Company has a direct or indirect financial interest, any assistance, loans or advances; to borrow and raise money in any manner and to secure the repayment of any money borrowed.

The Company may perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly in all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purposes.

Art. 4. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

It may be dissolved at any time by a resolution of the shareholder(s), voting with the quorum and majority rules set by the Laws or by the Articles of Incorporation, as the case may be pursuant to article 29 of the Articles of Incorporation.

Chapter II. - Capital, Shares

Art. 5. Issued Capital. The issued capital of the Company is set at one million one hundred sixty-five thousand pounds sterling (GBP 1,165,000.-) which is divided into:

- eleven million six hundred fifty thousand (11,650,000) class A ordinary shares (the “Class A Ordinary Shares”) with a nominal value of one penny (GBP 0.01) each, all subscribed and fully paid up;
- eleven million six hundred fifty thousand (11,650,000) class B ordinary shares (the “Class B Ordinary Shares”) with a nominal value of one penny (GBP 0.01) each, all subscribed and fully paid up;
- eleven million six hundred fifty thousand (11,650,000) class C ordinary shares (the “Class C Ordinary Shares”) with a nominal value of one penny (GBP 0.01) each, all subscribed and fully paid up;
- eleven million six hundred fifty thousand (11,650,000) class D ordinary shares (the “Class D Ordinary Shares”) with a nominal value of one penny (GBP 0.01) each, all subscribed and fully paid up;
- eleven million six hundred fifty thousand (11,650,000) class E ordinary shares (the “Class E Ordinary Shares”) with a nominal value of one penny (GBP 0.01) each, all subscribed and fully paid up;
- eleven million six hundred fifty thousand (11,650,000) class F ordinary shares (the “Class F Ordinary Shares”) with a nominal value of one penny (GBP 0.01) each, all subscribed and fully paid up;
- eleven million six hundred fifty thousand (11,650,000) class G ordinary shares (the “Class G Ordinary Shares”) with a nominal value of one penny (GBP 0.01) each, all subscribed and fully paid up;

- eleven million six hundred fifty thousand (11,650,000) class H ordinary shares (the “Class H Ordinary Shares”) with a nominal value of one penny (GBP 0.01) each, all subscribed and fully paid up;
- eleven million six hundred fifty thousand (11,650,000) class I ordinary shares (the “Class I Ordinary Shares”) with a nominal value of one penny (GBP 0.01) each, all subscribed and fully paid up; and
- eleven million six hundred fifty thousand (11,650,000) class J ordinary shares (the “Class J Ordinary Shares”) with a nominal value of one penny (GBP 0.01) each, all subscribed and fully paid up.

The rights and obligations attached to the shares shall be identical except to the extent otherwise provided by the Articles of Incorporation or by the Laws.

In addition to the issued capital, there may be set up a premium account to which any premium paid on any share in addition to its nominal value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may repurchase from its shareholder(s), to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholder(s) in the form of a dividend or to allocate funds to the legal reserve.

Art. 6. Shares.

6.1 Ownership of Shares

Each share entitles to one vote.

Each share is indivisible as far as the Company is concerned.

Co-owners of shares must be represented towards the Company by a common representative, whether appointed amongst them or not.

Ownership of a share carries implicit acceptance of the Articles of Incorporation and of the resolutions validly adopted by the shareholder(s).

The Company may acquire its own shares with a view to their immediate cancellation.

6.2 Transfer of Shares

When the Company is composed of a single shareholder, the single shareholder may freely transfer its shares.

When the Company is composed of several shareholders, the shares may be transferred freely amongst shareholders but the shares may be transferred to non-shareholders only with the authorisation of shareholders representing at least three quarters (3/4) of the capital.

The transfer of shares must be evidenced by a notarial deed or by a private contract. Any such transfer is not binding upon the Company or upon third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company, pursuant to article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

Art. 7. Increase and Reduction of Capital. The issued capital of the Company may be increased or reduced one or several times by a resolution of the shareholder(s) adopted in compliance with the quorum and majority rules set by the Articles of Incorporation or, as the case may be, by the Laws for any amendment of the Articles of Incorporation.

The share capital of the Company may be reduced through the cancellation of shares including by the cancellation of one entire class of shares through the repurchase and cancellation of all the shares in issue in such class. In the case of a repurchase and cancellation of a whole class of shares, such repurchase and cancellation of shares shall be made in the reverse alphabetical order (starting from the Class J Ordinary shares until the Class A Ordinary shares) and within the following periods (the “Repurchase and Cancellation Periods”):

- (i) the Class J Shares may only be repurchased between May 18, 2012 and December 31, 2013;
- (ii) the Class I Shares may only be repurchased between January 1 and December 31, 2014;
- (iii) the Class H Shares may only be repurchased between January 1 and December 31, 2015;
- (iv) the Class G Shares may only be repurchased between January 1 and December 31, 2016;
- (v) the Class F Shares may only be repurchased between January 1 and December 31, 2017;
- (vi) the Class E Shares may only be repurchased between January 1 and December 31, 2018;
- (vii) the Class D Shares may only be repurchased between January 1 and December 31, 2019;
- (viii) the Class C Shares may only be repurchased between January 1 and December 31, 2020,
- (ix) the Class B Shares may only be repurchased between January 1 and December 31, 2021;
- (x) the Class A Shares may only be repurchased between January 1 and December 31, 2022; and

(xi) thereafter, in the event that any class of shares has not been repurchased in its relevant Repurchase and Cancellation Period, there shall be a new Repurchase and Cancellation Period in respect of such class of shares between the end of the immediately preceding Repurchase and Cancellation Period and the 10-year anniversary of the closing date of the original Repurchase and Cancellation Period in respect of such class of shares, (i.e., if the Class J Shares have not been repurchased between January 1, 2012 and December 31, 2013, Class J Shares may be repurchased again between January 1, 2023 and December 31, 2023),

provided however that in case a class of shares has been repurchased and cancelled within its Repurchase and Cancellation Period, (i) the starting date of the Repurchase and Cancellation period of the next class of shares to be repurchased shall be brought forward to the first business day after the day when all the preceding class of shares has

been repurchased and cancelled, while the closing date of that Repurchase and Cancellation period remains unchanged (so that its Repurchase and Cancellation Period is extended).

In the event of the repurchase of a class of shares for the purpose of a share capital reduction, such class of shares shall give the right to the holders thereof, pro rata to their holding in such class of shares, to the Available Amount (with the limitation however to the Total Cancellation Amount as determined by the Board of Managers).

For the purpose of this Article 7:

“Available Amount” means the total amount of net profits of the Company (including current year and carried forward profits) increased by (i) any freely distributable share premium and other reserves freely distributable in accordance with these Articles of Incorporation and as the case may be (ii) the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of shares to be cancelled, but reduced by (i) any losses (including current year and carried forward losses), (ii) any sums to be placed into non distributable reserve(s) pursuant to the requirements of the Laws or of these Articles of Incorporation, and (iii) the Profit Entitlement accrued but not yet paid on the other classes of shares in accordance with Article 28, each time as set out in the relevant Interim Accounts (without for the avoidance of doubt, any double counting), so that:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR + LD)$$

Whereby:

AA = Available Amount

NP = net profits (including current year and carried forward profits)

P = any freely distributable share premium and other reserves freely distributable in accordance with these Articles of Incorporation

CR = the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of shares to be cancelled

L = losses (including carried forward losses)

LR = any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of the Laws or of these Articles of Incorporation

LD = the Profit Entitlement accrued but not yet paid on the other classes of shares in accordance with Article 28.

For the avoidance of doubt, the Available Amount shall be capped at any time of determination to an amount equal to the liquidities or assets freely transferable of the Company at the relevant time of determination; any surplus between the Available Amount and the amount of such liquidities or assets freely transferable shall be carried forward (and shall be taken into account for the calculation in the Available Amount attributable to the following class of shares which may be repurchased and cancelled).

“Interim Account Date” means the date no earlier than eight (8) days before the date of the repurchase and cancellation of the relevant class of shares.

“Interim Accounts” means the interim accounts of the Company as at the relevant Interim Account Date.

“Total Cancellation Amount” means the amount determined by the Board of Managers and approved by the shareholders on the basis of the relevant Interim Accounts. The Total Cancellation Amount for each of the class J, I, H, G, F, E, D, C, B and A shares shall be the Available Amount of the relevant class at the time of the cancellation of the relevant class of shares unless otherwise resolved by the shareholders in the manner provided for an amendment of these articles provided however that the Total Cancellation Amount shall never be higher than such Available Amount.

Art. 8. Incapacity, Bankruptcy or Insolvency of a Shareholder. The death, suspension of civil rights, incapacity, bankruptcy, insolvency or any other similar event affecting the shareholder(s) does not put the Company into liquidation.

Chapter III. - Directors, Auditors

Art. 9. Managers. The Company shall be managed by one or several directors who need not be shareholders themselves (the “Manager(s)”).

If two (2) Managers are appointed, they shall jointly manage the Company.

If more than two (2) Managers are appointed, they shall form a board of directors (the “Board of Managers”).

The Managers will be appointed by the shareholder(s), who will determine their number and the duration of their mandate. The Managers are eligible for re-appointment and may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholder(s).

The shareholder(s) may decide to qualify the appointed Managers as class A Managers (the “Class A Managers”) or class B Managers (the “Class B Managers”).

The shareholder(s) shall neither participate in nor interfere with the management of the Company.

Art. 10. Powers of the Managers. The Managers are vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company’s object.

All powers not expressly reserved by the Articles of Incorporation or by the Laws to the general meeting of shareholder(s) or to the auditor(s) shall be within the competence of the Managers.

Art. 11. Delegation of Powers - Representation of the Company. The Manager(s) may delegate special powers or proxies, or entrust determined permanent or temporary functions to persons or committees chosen by them.

The Company will be bound towards third parties by the individual signature of the sole Manager or by the joint signatures of any two Manager(s) if more than one Manager has been appointed.

However, if the shareholder(s) have qualified the Managers as Class A Managers or Class B Managers, the Company will only be bound towards third parties by the joint signatures of one Class A Manager and one Class B Manager.

The Company will further be bound towards third parties by the joint signatures or sole signature of any person to whom special power has been delegated by the Manager(s), but only within the limits of such special power.

Art. 12. Meetings of the Board of Managers. In case a Board of Managers is formed, the following rules shall apply:

The Board of Managers may appoint from among its members a chairman (the "Chairman"). It may also appoint a secretary, who need not be a Manager himself and who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Managers (the "Secretary").

The Board of Managers will meet upon call by the Chairman. A meeting of the Board of Managers must be convened if any two (2) of its members so require.

The Chairman will preside over all meetings of the Board of Managers, except that in his absence the Board of Managers may appoint another member of the Board of Managers as chairman pro tempore by majority vote of the Managers present or represented at such meeting.

Except in cases of urgency or with the prior consent of all those entitled to attend, at least three (3) calendar days' written notice of meetings of the Board of Managers shall be given in writing and transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text. Any such notice shall specify the time and the place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted. The notice may be waived by properly documented consent of each member of the Board of Managers. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a time schedule previously adopted by resolution of the Board of Managers.

The meetings of the Board of Managers shall be held in Luxembourg.

Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another Manager as his proxy. Any Manager may represent one or several members of the Board of Managers.

A quorum of the Board of Managers shall be the presence or representation of at least half (1/2) of the Managers holding office, provided that in the event that the Managers have been qualified as Class A Managers or Class B Managers, such quorum shall only be met if at least one (1) Class A Manager and one (1) Class B Manager are present or represented.

Decisions will be taken by a majority of the votes of the Managers present or represented at such meeting.

One or more Managers may participate in a meeting by conference call, videoconference or any other similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other, provided always that such conference call, videoconference or other similar means of communication is initiated from Luxembourg. Such participation shall be deemed equivalent to a physical presence at the meeting.

A written decision, signed by all the Managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers which was duly convened and held. Such a decision may be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several Managers.

Art. 13. Resolutions of the Managers. The resolutions of the Manager(s) shall be recorded in writing.

The minutes of any meeting of the Board of Managers will be signed by the Chairman of the meeting and by the secretary (if any). Any proxies will remain attached thereto.

Copies or extracts of written resolutions or minutes, to be produced in judicial proceedings or otherwise, may be signed by the sole Manager or by any two (2) Managers acting jointly if more than one Manager has been appointed.

Art. 14. Management Fees and Expenses. Subject to approval by the shareholder(s), the Manager(s) may receive a management fee in respect of the carrying out of their management of the Company and may, in addition, be reimbursed for all other expenses whatsoever incurred by the Manager(s) in relation to such management of the Company or the pursuit of the Company's corporate object.

Art. 15. Conflicts of Interest. If any of the Managers of the Company has or may have any personal interest in any transaction of the Company, such Manager shall disclose such personal interest to the other Manager(s) and shall not consider or vote on any such transaction.

In case of a sole Manager it suffices that the transactions between the Company and its Manager, who has such an opposing interest, be recorded in writing.

The foregoing paragraphs of this Article do not apply if (i) the relevant transaction is entered into under fair market conditions and (ii) falls within the ordinary course of business of the Company.

No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the mere fact that any one or more of the Managers or any officer of the Company has a personal interest in, or is a director, associate, member, shareholder, officer or employee of such other company or firm. Any person related as

described above to any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be automatically prevented from considering, voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Art. 16. Managers' Liability - Indemnification. No Manager commits himself, by reason of his functions, to any personal obligation in relation to the commitments taken on behalf of the Company.

Manager(s) are only liable for the performance of their duties.

The Company shall indemnify any Manager, officer or employee of the Company and, if applicable, their successors, heirs, executors and administrators, against damages and expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been Manager(s), officer or employee of the Company, or, at the request of the Company, any other company of which the Company is a shareholder or creditor and by which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct. In the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by its legal counsel that the person to be indemnified is not guilty of gross negligence or misconduct. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which the persons to be indemnified pursuant to the Articles of Incorporation may be entitled.

Art. 17. Auditors. Except where according to the Laws, the Company's annual statutory and/or consolidated accounts must be audited by an approved auditor, the business of the Company and its financial situation, including in particular its books and accounts, may, and shall in the cases provided by law, be reviewed by one or more statutory auditors who need not be shareholders themselves.

The statutory or approved auditors, if any, will be appointed by the shareholder(s), which will determine the number of such auditors and the duration of their mandate. They are eligible for re-appointment. They may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholder(s), save in such cases where the approved auditor may, as a matter of the Laws, only be removed for serious cause or by mutual agreement.

Chapter IV. - Shareholders

Art. 18. Powers of the Shareholders. The shareholder(s) shall have such powers as are vested in them pursuant to the Articles of Incorporation and the Laws. The single shareholder carries out the powers bestowed on the general meeting of shareholders.

Any properly constituted general meeting of shareholders of the Company represents the entire body of shareholders.

Art. 19. Annual General Meeting. The annual general meeting of shareholders, of which one must be held where the Company has more than twenty-five (25) shareholders, will be held on the last Friday of May at 2.00 p.m..

If such day is a day on which banks are not generally open for business in Luxembourg, the meeting will be held on the next following business day.

Art. 20. Other General Meetings. If the Company is composed of several shareholders, but no more than twenty-five (25) shareholders, resolutions of the shareholders may be passed in writing. Written resolutions may be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several shareholders. Should such written resolutions be sent by the Manager(s) to the shareholders for adoption, the shareholders are under the obligation to, within a time period of fifteen (15) days from the dispatch of the text of the proposed resolutions, cast their written vote by returning it to the Company through any means of communication allowing for the transmission of a written text. The quorum and majority requirements applicable to the adoption of resolutions by the general meeting of shareholders shall mutatis mutandis apply to the adoption of written resolutions.

General meetings of shareholders, including the annual general meeting of shareholders will be held at the registered office of the Company or at such other place in the Grand Duchy of Luxembourg, and may be held abroad if, in the judgement of the Manager(s), which is final, circumstances of force majeure so require.

Art. 21. Notice of General Meetings. Unless there is only one single shareholder, the shareholders may also meet in a general meeting of shareholders upon issuance of a convening notice in compliance with the Articles of Incorporation or the Laws, by the Manager(s), subsidiarily, by the statutory auditor(s) (if any) or, more subsidiarily, by shareholders representing more than half (1/2) of the capital.

The convening notice sent to the shareholders will specify the time and the place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted at the relevant general meeting of shareholders. The agenda for a general meeting of shareholders shall also, where appropriate, describe any proposed changes to the Articles of Incorporation and, if applicable, set out the text of those changes affecting the object or form of the Company.

If all the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and if they state that they have been duly informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

Art. 22. Attendance - Representation. All shareholders are entitled to attend and speak at any general meeting of shareholders.

A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another person who need not be a shareholder himself, as a proxy holder.

Art. 23. Proceedings. Any general meeting of shareholders shall be presided over by the Chairman or by a person designated by the Manager(s) or, in the absence of such designation, by the general meeting of shareholders.

The Chairman of the general meeting of shareholders shall appoint a secretary.

The general meeting of shareholders shall elect one (1) scrutineer to be chosen from the persons attending the general meeting of shareholders.

The Chairman, the secretary and the scrutineer so appointed together form the board of the general meeting.

Art. 24. Vote. At any general meeting of shareholders other than a general meeting convened for the purpose of amending the Articles of Incorporation of the Company or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles of Incorporation, as the case may be, to the quorum and majority rules set for the amendment of the Articles of Incorporation, resolutions shall be adopted by shareholders representing more than half (1/2) of the capital. If such majority is not reached at the first meeting (or consultation in writing), the shareholders shall be convened (or consulted) a second time and resolutions shall be adopted, irrespective of the number of shares represented, by a simple majority of votes cast.

At any general meeting of shareholders, convened in accordance with the Articles of Incorporation or the Laws, for the purpose of amending the Articles of Incorporation of the Company or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles of Incorporation, the majority requirements shall be a majority of shareholders in number representing at least three quarters (3/4) of the capital.

Art. 25. Minutes. The minutes of the general meeting of shareholders shall be signed by the shareholders present and may be signed by any shareholders or proxies of shareholders, who so request.

The resolutions adopted by the single shareholder shall be documented in writing and signed by the single shareholder.

Copies or extracts of the written resolutions adopted by the shareholder(s) as well as of the minutes of the general meeting of shareholders to be produced in judicial proceedings or otherwise may be signed by the sole Manager or by any two (2) Managers acting jointly if more than one Manager has been appointed.

Chapter V. - Financial Year, Financial Statements, Distribution of Profits

Art. 26. Financial Year. The Company's financial year begins on the first day of January and ends on the last day of December of each year.

Art. 27. Adoption of Financial Statements. At the end of each financial year, the accounts are closed and the Manager (s) draw up an inventory of assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss account, in accordance with the Laws.

The annual statutory and/or consolidated accounts are submitted to the shareholder(s) for approval.

Each shareholder or its representative may peruse these financial documents at the registered office of the Company. If the Company is composed of more than twenty-five (25) shareholders, such right may only be exercised within a time period of fifteen (15) calendar days preceding the date set for the annual general meeting of shareholders.

Art. 28. Distribution of Profits. From the annual net profits of the Company, at least five per cent (5%) shall each year be allocated to the reserve required by law (the "Legal Reserve"). That allocation to the Legal Reserve will cease to be required as soon and as long as the Legal Reserve amounts to ten per cent (10%) of the issued capital of the Company.

To the extent that funds are available at the level of the Company for distribution and to the extent permitted by the Laws and by these Articles of Incorporation, the Board of Managers shall propose their distribution. Decision to distribute such distributable amounts and the amount of such a distribution shall be taken by the general meeting of shareholder at the simple majority of the votes cast (the "Distribution") and such Distribution shall be allocated as follows:

- the Class A Ordinary Shares (if any) shall carry the right to receive a cumulative dividend in an amount of not less than zero point sixty-five per cent (0.65%) of the annual net profits of the Company (after deduction of any carried forward losses), then

- the Class B Ordinary Shares (if any) shall carry the right to receive a cumulative dividend in an amount of not less than zero point sixty per cent (0.60%) of the annual net profits of the Company (after deduction of any carried forward losses), then,

- the Class C Ordinary Shares (if any) shall carry the right to receive a cumulative dividend in an amount of not less than zero point fifty-five per cent (0.55%) of the annual net profits of the Company (after deduction of any carried forward losses), then,

- the Class D Ordinary Shares (if any) shall carry the right to receive a cumulative dividend in an amount of not less than zero point fifty per cent (0.50%) of the annual net profits of the Company (after deduction of any carried forward losses), then,

- the Class E Ordinary Shares (if any) shall carry the right to receive a cumulative dividend in an amount of not less than zero point forty-five per cent (0.45%) of the annual net profits of the Company (after deduction of any carried forward losses), then,

- the Class F Ordinary Shares (if any) shall carry the right to receive a cumulative dividend in an amount of not less than zero point forty per cent (0.40%) of the annual net profits of the Company (after deduction of any carried forward losses), then,

- the Class G Ordinary Shares (if any) shall carry the right to receive a cumulative dividend in an amount of not less than zero point thirty-five per cent (0.35%) of the annual net profits of the Company (after deduction of any carried forward losses), then,

- the Class H Ordinary Shares (if any) shall carry the right to receive a cumulative dividend in an amount of not less than zero point thirty per cent (0.30%) of the annual net profits of the Company (after deduction of any carried forward losses), then,

- the Class I Ordinary Shares (if any) shall carry the right to receive a cumulative dividend in an amount of not less than zero point twenty-five per cent (0.25%) of the annual net profits of the Company (after deduction of any carried forward losses), then

- the Class J Ordinary Shares (if any) shall carry the right to receive a cumulative dividend in an amount of not less than zero point twenty per cent (0.20%) of the annual net profits of the Company (after deduction of any carried forward losses), (together the "Profit Entitlement"); and

any remaining dividend amount after allocation of the Profit Entitlement shall be allocated in whole to all the shares forming the then last outstanding class of shares in alphabetical order (starting from the Class J Ordinary Shares until the Class A Ordinary Shares).

Subject to the conditions (if any) fixed by the Laws and in compliance with the foregoing provisions, the Manager(s) may pay out an advance payment on dividends to the shareholders. The Manager(s) fix the amount and the date of payment of any such advance payment.

Chapter VI. - Dissolution, Liquidation

Art. 29. Dissolution, Liquidation. The Company may be dissolved by a resolution of the shareholder(s) adopted by half of the shareholders holding three quarters (3/4) of the capital.

Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by the Manager(s) or such other persons (who may be physical persons or legal entities) appointed by the shareholder(s), who will determine their powers and their compensation.

In case of liquidation, all assets and cash of the Company shall be applied in the following order of priority:

(i) first, to the creditors (whether by payment or the making of reasonable provision for payment thereof) for all the Company's debts and liabilities;

(ii) second, to the shareholders for the repayment of the nominal value of their shares in the Company;

(iii) third, to the holders of all classes of shares in such order of priority and in such amount as is necessary to achieve on an aggregate basis the same economic result as the distribution rules set out for dividend distributions.

Chapter VII. - Applicable Law

Art. 30. Applicable Law. All matters not governed by the Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Laws, in particular the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended."

Expenses

The expenses, costs, fees and charges which shall be borne by the Company as a result of the aforesaid capital increase are estimated at two thousand eight hundred euro (EUR 2,800,-).

There being no other business on the agenda, the meeting was adjourned at 12.15 p.m..

The undersigned notary who knows and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same persons and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereupon the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, who are known to the undersigned notary by their surname, first name, civil status and residence, such person signed together with the undersigned notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille douze, le seize mai,

par-devant nous Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est réunie une assemblée générale extraordinaire des associés de PM Group S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par le droit luxembourgeois, ayant un capital social de dix mille cent soixante et un virgule quatre-vingt-sept

livres sterling (GBP 10.161,87), avec siège social au 12, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, constituée suivant acte notarié en date du 19 août 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 2562 du 21 octobre 2011, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 163.128 (la «Société»). Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte du notaire instrumentant en date du 2 mai 2012, en cours de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

L'assemblée a été déclarée ouverte à 11.53 heures sous la présidence de Madame Chantal Mathu, vice-président, demeurant professionnellement à Luxembourg,

qui a désigné comme secrétaire Monsieur Graham Hislop, finance director, demeurant professionnellement à Londres, Royaume-Uni.

L'assemblée a choisi comme scrutateur Mademoiselle Fantine Jeannon, senior corporate officer, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le président a exposé et prié le notaire soussigné d'acter ce qui suit:

(i) Que l'ordre du jour de l'assemblée était le suivant:

Ordre du jour:

1. Création de dix (10) catégories de parts sociales, dénommées parts sociales ordinaires de catégorie A, parts sociales ordinaires de catégorie B, parts sociales ordinaires de catégorie C, parts sociales ordinaires de catégorie D, parts sociales ordinaires de catégorie E, parts sociales ordinaires de catégorie F, parts sociales ordinaires de catégorie G, parts sociales ordinaires de catégorie H, parts sociales ordinaires de catégorie I et parts sociales ordinaires de catégorie J ayant les droits et privilèges qui y sont attachés conformément aux statuts de la Société suite à leur refonte telle qu'indiquée sous le point 6 du présent ordre du jour.

2. Conversion des un million seize mille cent quatre-vingt-sept (1.016.187) parts sociales existantes d'une valeur nominale d'un penny (GBP 0,01) par part sociale, en un million seize mille cent quatre-vingt-sept (1.016.187) parts sociales ordinaires de catégorie A.

3. Augmentation du capital social de la Société d'un montant d'un million cent cinquante-quatre mille huit cent trente-huit virgule treize livres sterling (GBP 1.154.838,13) afin de le porter de son montant actuel de dix mille cent soixante et un virgule quatre-vingt-sept livres sterling (GBP 10.161,87) à un million cent soixante-cinq mille livres sterling (GBP 1.165.000,-).

4. Émission de dix millions six cent trente-trois mille huit cent treize (10.633.813) nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie A, onze millions six cent cinquante mille (11.650.000) nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie B, onze millions six cent cinquante mille (11.650.000) nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie C, onze millions six cent cinquante mille (11.650.000) nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie D, onze millions six cent cinquante mille (11.650.000) nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie E, onze millions six cent cinquante mille (11.650.000) nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie F, onze millions six cent cinquante mille (11.650.000) nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie G, onze millions six cent cinquante mille (11.650.000) nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie H, onze millions six cent cinquante mille (11.650.000) nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie I et onze millions six cent cinquante mille (11.650.000) nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie J, ayant chacune une valeur nominale d'un penny (GBP 0,01).

5. Acceptation de la souscription de ces nouvelles parts sociales par les associés existants de la Société et acceptation de la libération intégrale de ces nouvelles parts sociales par un apport en numéraire.

6. Refonte intégrale des statuts de la Société sans modification de l'objet social.

7. Divers.

(ii) Que les associés présents ou représentés, les mandataires des associés représentés, ainsi que le nombre d'actions détenues par les associés, sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les associés présents, les mandataires des associés représentés, les membres du bureau et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

(iii) Que les procurations des associés représentés, après avoir été signées par les mandataires, les membres bureau et le notaire soussigné resteront pareillement annexées au présent acte.

(iv) Que l'intégralité du capital social était représentée à l'assemblée et tous les associés présents ou représentés ont déclaré avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable et ont renoncé à leur droit d'être formellement convoqués.

(v) Que l'assemblée était par conséquent régulièrement constituée et a pu délibérer valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

(vi) Que l'assemblée a pris, chaque fois à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale des associés a décidé de créer dix (10) catégories de parts sociales, dénommées parts sociales ordinaires de catégorie A, parts sociales ordinaires de catégorie B, parts sociales ordinaires de catégorie C, parts sociales ordinaires de catégorie D, parts sociales ordinaires de catégorie E, parts sociales ordinaires de catégorie F, parts sociales

ordinaires de catégorie G, parts sociales ordinaires de catégorie H, parts sociales ordinaires de catégorie I et parts sociales ordinaires de catégorie J ayant les droits et privilèges qui y sont attachés conformément aux statuts de la Société suite à leur refonte.

Seconde résolution

L'assemblée générale des associés a décidé de convertir les un million seize mille cent quatre-vingt-sept (1.016.187) parts sociales existantes d'une valeur nominale d'un penny (GBP 0,01) par part sociale, en un million seize mille cent quatre-vingt-sept (1.016.187) parts sociales ordinaires de catégorie A.

Troisième résolution

L'assemblée générale des associés a décidé d'augmenter le capital social de la Société d'un montant d'un million cent cinquante-quatre mille huit cent trente-huit virgule treize livres sterling (GBP 1.154.838,13) afin de le porter de son montant actuel de dix mille cent soixante et un virgule quatre-vingt-sept livres sterling (GBP 10.161,87) à un million cent soixante-cinq mille livres sterling (GBP 1.165.000,-).

Quatrième résolution

L'assemblée générale des associés a décidé d'émettre dix millions six cent trente-trois mille huit cent treize (10.633.813) nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie A, onze millions six cent cinquante mille (11.650.000) nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie B, onze millions six cent cinquante mille (11.650.000) nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie C, onze millions six cent cinquante mille (11.650.000) nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie D, onze millions six cent cinquante mille (11.650.000) nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie E, onze millions six cent cinquante mille (11.650.000) nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie F, onze millions six cent cinquante mille (11.650.000) nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie G, onze millions six cent cinquante mille (11.650.000) nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie H, onze millions six cent cinquante mille (11.650.000) nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie I et onze millions six cent cinquante mille (11.650.000) nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie J, ayant chacune une valeur nominale d'un penny (GBP 0,01).

Souscription - Libération

Ensuite, ont comparu:

1. Montagu IV (US) LP, une limited partnership, constituée et existant selon les lois de l'Angleterre, enregistrée auprès du Companies House sous le numéro LP014212, ayant son siège social à 2 More London Riverside, Londres, SE1 2AP, Royaume-Uni, représentée par son dépositaire, HSBC Global Custody Nominee (UK) Limited, ayant son siège social au 8 Canada square, London E14 5HQ, Royaume-Uni et enregistrée auprès du Companies House sous le numéro 228660,

2. Montagu IV (B) LP, une limited partnership, constituée et existant selon les lois de l'Angleterre, enregistrée auprès du Companies House sous le numéro LP014213, ayant son siège social à 2 More London Riverside, Londres, SE1 2AP, Royaume-Uni, représentée par son dépositaire, HSBC Global Custody Nominee (UK) Limited, ci-dessus mentionné,

3. Montagu IV LP une limited partnership, constituée et existant selon les lois de l'Angleterre, enregistrée auprès du Companies House sous le numéro LP014211, ayant son siège social à 2 More London Riverside, Londres, SE1 2AP, Royaume-Uni, représentée par son dépositaire, HSBC Global Custody Nominee (UK) Limited, ci-dessus mentionné,

4. Montagu IV (Non-US) LP, une limited partnership, constituée et existant selon les lois de l'Angleterre, enregistrée auprès du Companies House sous le numéro LP014367, ayant son siège social à 2 More London Riverside, Londres, SE1 2AP, Royaume-Uni, représentée par son dépositaire, HSBC Global Custody Nominee (UK) Limited, ci-dessus mentionné,

(les «Souscripteurs»), chacun d'entre eux étant représenté par Monsieur Graham Hislop, prénommé, en vertu de quatre procurations données en date du 15 mai 2012.

Lesdites procurations, signées par le mandataire et le notaire soussigné, resteront annexées au présent acte.

Les Souscripteurs ont déclaré souscrire les nouvelles parts sociales désignées en face de leur nom et libérer intégralement la valeur nominale de ces parts sociales par un apport en numéraire comme suit:

Souscripteurs	Nombre de parts sociales et catégorie	Prix de souscription total en GBP
Montagu IV (US) LP, représenté par son dépositaire HSBC Global Custody Nominee (UK) Limited	200.244 parts sociales ordinaires de catégorie A	21.746,64
	219.380 parts sociales ordinaires de catégorie B	
	219.380 parts sociales ordinaires de catégorie C	
	219.380 parts sociales ordinaires de catégorie D	
	219.380 parts sociales ordinaires de catégorie E	
	219.380 parts sociales ordinaires de catégorie F	
	219.380 parts sociales ordinaires de catégorie G	
	219.380 parts sociales ordinaires de catégorie H	
	219.380 parts sociales ordinaires de catégorie I	
	219.380 parts sociales ordinaires de catégorie J	

76722

Montagu IV (B) LP, représenté par son dépositaire HSBC Global Custody Nominee (UK) Limited	834.351 parts sociales ordinaires de catégorie A	90.610,98
	914.083 parts sociales ordinaires de catégorie B	
	914.083 parts sociales ordinaires de catégorie C	
	914.083 parts sociales ordinaires de catégorie D	
	914.083 parts sociales ordinaires de catégorie E	
	914.083 parts sociales ordinaires de catégorie F	
	914.083 parts sociales ordinaires de catégorie G	
	914.083 parts sociales ordinaires de catégorie H	
	914.083 parts sociales ordinaires de catégorie I	
	914.083 parts sociales ordinaires de catégorie J	
Montagu IV LP, représenté par son dépositaire HSBC Global Custody Nominee (UK) Limited	9.244.827 parts sociales ordinaires de catégorie A	1.003.993,47
	10.128.280 parts sociales ordinaires de catégorie B	
	10.128.280 parts sociales ordinaires de catégorie C	
	10.128.280 parts sociales ordinaires de catégorie D	
	10.128.280 parts sociales ordinaires de catégorie E	
	10.128.280 parts sociales ordinaires de catégorie F	
	10.128.280 parts sociales ordinaires de catégorie G	
	10.128.280 parts sociales ordinaires de catégorie H	
	10.128.280 parts sociales ordinaires de catégorie I	
	10.128.280 parts sociales ordinaires de catégorie J	
Montagu IV (Non-US) LP, représenté par son dépositaire HSBC Global Custody Nominee (UK) Limited	354.391 parts sociales ordinaires de catégorie A	38.487,04
	388.257 parts sociales ordinaires de catégorie B	
	388.257 parts sociales ordinaires de catégorie C	
	388.257 parts sociales ordinaires de catégorie D	
	388.257 parts sociales ordinaires de catégorie E	
	388.257 parts sociales ordinaires de catégorie F	
	388.257 parts sociales ordinaires de catégorie G	
	388.257 parts sociales ordinaires de catégorie H	
	388.257 parts sociales ordinaires de catégorie I	
	388.257 parts sociales ordinaires de catégorie J	
Total:	10.633.813 parts sociales ordinaires de catégorie A	1.154.838,13
	11.650.000 parts sociales ordinaires de catégorie B	
	11.650.000 parts sociales ordinaires de catégorie C	
	11.650.000 parts sociales ordinaires de catégorie D	
	11.650.000 parts sociales ordinaires de catégorie E	
	11.650.000 parts sociales ordinaires de catégorie F	
	11.650.000 parts sociales ordinaires de catégorie G	
	11.650.000 parts sociales ordinaires de catégorie H	
	11.650.000 parts sociales ordinaires de catégorie I	
	11.650.000 parts sociales ordinaires de catégorie J	

Le montant d'un million cent cinquante-quatre mille huit cent trente-huit virgule treize livres sterling (GBP 1.154.838,13) est dès lors à la disposition de la Société, la preuve ayant été apportée au notaire soussigné.

Cinquième résolution

L'assemblée générale des associés a décidé de procéder à la refonte intégrale des statuts de la Société afin de refléter inter alia les résolutions ci-dessus mais sans modifier la clause d'objet social.

En conséquence les statuts de la Société auront dorénavant la teneur suivante:

«Chapitre I^{er} . - Forme, Dénomination, Siège, Objet, Durée

Art. 1^{er}. Forme, Dénomination. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée (la «Société») régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, (les «Lois»), et par les présents statuts (les «Statuts»).

La Société peut comporter un Associé unique, propriétaire de la totalité des parts sociales ou plusieurs Associés, dans la limite de quarante (40) Associés.

La Société existe sous la dénomination «PM Group S.à r.l.».

Art. 2. Siège Social. Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg.

Le siège social peut être transféré à tout autre endroit de la Ville de Luxembourg par une décision des Gérants.

Des succursales ou d'autres bureaux peuvent être établis soit au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger par décision des Gérants.

Dans l'hypothèse où les Gérants estiment que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social sont de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et l'étranger ou que de tels événements se sont produits ou sont imminents, la Société pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, demeurera régie par les Lois. Ces mesures provisoires seront prises et portées à la connaissance de tout intéressé par les Gérants.

Art. 3. Objet. L'objet de la Société inclut la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères, commerciales, industrielles, financières ou autres; d'acquérir ou moyennant des participations, apports, souscriptions, achats ou options, négociations ou de toute autre manière toutes les titres, droits, brevets, marques, droits d'auteur et autres droits de franchise et licences ainsi que tout autre droit de propriété, droits et intérêts de propriété estimés utiles par la Société, et, généralement, de tenir, de gérer, de développer, de vendre, de donner en licence et de disposer de ces droits, en tout ou partie, pour les raisons que la Société estime utiles, et en particulier, en ce qui concerne des actions et titres détenus dans d'autres sociétés qui acquièrent la même chose; d'entrer, d'assister ou de participer dans des transactions financières, commerciales et autres, et de donner à chaque société mère, filiales, ou société du groupe, ou à toute autre société associée en quelque manière que ce soit avec la Société ou la société de mère susvisée, filiale ou société du groupe et toute autre société dans laquelle la Société détient un intérêt financier direct ou indirect, toute assistance, prêt ou avance; de prêter et de collecter des fonds de quelque manière que ce soit et d'assurer le remboursement des sommes empruntées.

La Société pourra exercer toutes activités de nature commerciale, technique ou financière estimées utiles pour l'accomplissement de ses objets.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Elle peut être dissoute, à tout moment, par une résolution des associés, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises par les Lois ou par les Statuts, selon le cas, conformément à l'article 29 des Statuts.

Chapitre II. - Capital, Parts sociales

Art. 5. Capital Émis. Le capital émis de la Société est fixé à un million cent soixante-cinq mille livres sterling (GBP 1.165.000,-) qui est divisé en:

- onze millions six cent cinquante mille (11.650.000) parts sociales ordinaires de catégorie A (les «Parts Sociales Ordinaires de Catégorie A») d'une valeur nominale d'un penny (GBP 0.01) chacune, celles-ci étant entièrement libérées;
- onze millions six cent cinquante mille (11.650.000) parts sociales ordinaires de catégorie B (les «Parts Sociales Ordinaires de Catégorie B») d'une valeur nominale d'un penny (GBP 0.01) chacune, celles-ci étant entièrement libérées;
- onze millions six cent cinquante mille (11.650.000) parts sociales ordinaires de catégorie C (les «Parts Sociales Ordinaires de Catégorie C») d'une valeur nominale d'un penny (GBP 0.01) chacune, celles-ci étant entièrement libérées;
- onze millions six cent cinquante mille (11.650.000) parts sociales ordinaires de catégorie D (les «Parts Sociales Ordinaires de Catégorie D») d'une valeur nominale d'un penny (GBP 0.01) chacune, celles-ci étant entièrement libérées;
- onze millions six cent cinquante mille (11.650.000) parts sociales ordinaires de catégorie E (les «Parts Sociales Ordinaires de Catégorie E») d'une valeur nominale d'un penny (GBP 0.01) chacune, celles-ci étant entièrement libérées;
- onze millions six cent cinquante mille (11.650.000) parts sociales ordinaires de catégorie F (les «Parts Sociales Ordinaires de Catégorie F») d'une valeur nominale d'un penny (GBP 0.01) chacune, celles-ci étant entièrement libérées;
- onze millions six cent cinquante mille (11.650.000) parts sociales ordinaires de catégorie G (les «Parts Sociales Ordinaires de Catégorie G») d'une valeur nominale d'un penny (GBP 0.01) chacune, celles-ci étant entièrement libérées;
- onze millions six cent cinquante mille (11.650.000) parts sociales ordinaires de catégorie H (les «Parts Sociales Ordinaires de Catégorie H») d'une valeur nominale d'un penny (GBP 0.01) chacune, celles-ci étant entièrement libérées;
- onze millions six cent cinquante mille (11.650.000) parts sociales ordinaires de catégorie I (les «Parts Sociales Ordinaires de Catégorie I») d'une valeur nominale d'un penny (GBP 0.01) chacune, celles-ci étant entièrement libérées; et
- onze millions six cent cinquante mille (11.650.000) parts sociales ordinaires de catégorie J (les «Parts Sociales Ordinaires de Catégorie J») d'une valeur nominale d'un penny (GBP 0.01) chacune, celles-ci étant entièrement libérées.

Les droits et obligations inhérents aux parts sociales sont identiques sauf stipulation contraire des Statuts ou des Lois.

En plus du capital émis, un compte prime d'émission peut être établi sur lequel seront transférées toutes les primes d'émission payées sur les parts sociales en plus de la valeur nominale. Le solde de ce compte prime d'émission peut être utilisé pour régler le prix des parts sociales que la Société a rachetées à ses associés, pour compenser toute perte nette réalisée, pour distribuer des dividendes aux associés ou pour affecter des fonds à la réserve légale.

Art. 6. Parts Sociales.

6.1 Propriété des Parts Sociales

Chaque part sociale donne droit à une voix.

Chaque part sociale est indivisible à l'égard de la Société.

Les propriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un représentant commun désigné ou non parmi eux.

La propriété d'une part sociale emporte de plein droit acceptation des Statuts de la Société et des décisions valablement adoptées par les associés.

La Société peut acquérir ses propres parts sociales en vue de leur annulation immédiate.

6.2 Transfert des Parts Sociales

Lorsque la Société ne compte qu'un seul associé, celui-ci peut librement céder ses parts sociales.

Lorsque la Société compte plusieurs associés, les parts sociales sont librement cessibles entre eux et les parts sociales ne peuvent être cédées à des non-associés qu'avec l'autorisation des associés représentant au moins trois quart (3/4) du capital social.

La cession de parts sociales doit être constatée par acte notarié ou par acte sous seing privé. Une telle cession n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après avoir été dûment notifiée à la Société ou acceptée par elle conformément à l'article 1690 du code civil luxembourgeois.

Art. 7. Augmentation et Réduction du Capital. Le capital émis de la Société peut être augmenté ou réduit, en une ou plusieurs fois, par une résolution des associés adoptée aux conditions de quorum et de majorité requises par les Statuts ou, le cas échéant, par les Lois pour toute modification des Statuts.

Le capital émis de la Société peut être réduit par l'annulation des parts sociales, y compris par l'annulation d'une catégorie de parts sociales entière suite au rachat et à l'annulation de toutes les parts sociales émises dans cette catégorie. En cas de rachat et annulation d'une catégorie entière de parts sociales, ce rachat et cette annulation doivent être faits dans l'ordre alphabétique inversé (commençant par les Parts Sociales Ordinaires de Catégorie J jusqu'aux Parts Sociales Ordinaires de Catégorie A) et endéans les périodes suivantes (les «Périodes de Rachat et d'Annulation»):

- (i) les Parts Sociales de Catégorie J ne pourront être rachetées qu'entre le 18 mai 2012 et le 31 décembre 2013;
- (ii) les Parts Sociales de Catégorie I ne pourront être rachetées qu'entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2014;
- (iii) les Parts Sociales de Catégorie H ne pourront être rachetées qu'entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2015;
- (iv) les Parts Sociales de Catégorie G ne pourront être rachetées qu'entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2016;
- (v) les Parts Sociales de Catégorie F ne pourront être rachetées qu'entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2017;
- (vi) les Parts Sociales de Catégorie E ne pourront être rachetées qu'entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2018;
- (vii) les Parts Sociales de Catégorie D ne pourront être rachetées qu'entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2019;
- (viii) les Parts Sociales de Catégorie C ne pourront être rachetées qu'entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2020;
- (ix) les Parts Sociales de Catégorie B ne pourront être rachetées qu'entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2021;
- (x) les Parts Sociales de Catégorie A ne pourront être rachetées qu'entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2022; et
- (xi) par la suite, au cas où une catégorie de parts sociales n'a pas été rachetée dans la Période de Rachat et d'Annulation pertinente, il y aura une nouvelle Période de Rachat et d'Annulation concernant ces parts sociales entre la fin de la Période de Rachat et d'Annulation immédiatement précédente et le 10^{ème} anniversaire de la date de clôture de la Période de Rachat et d'Annulation initiale des catégories de parts sociales en question (i.e., si la Catégorie de Parts Sociales J n'a pas été rachetée entre le 1^{er} janvier 2012 et le 31 décembre 2013, la Catégorie de Parts Sociales J pourra de nouveau être rachetée entre le 1^{er} janvier 2023 et le 31 décembre 2023),

à condition toutefois que si une catégorie de parts sociales a été rachetée et annulée endéans sa Période de Rachat et d'Annulation, (i) la date de départ de la Période de Rachat et d'Annulation de la catégorie de parts sociales suivante à racheter doit être reportée au premier jour ouvrable suivant le jour où tous les catégories de parts sociales précédentes ont été rachetées et annulées, tandis que la date de clôture de la Période de Rachat et d'Annulation concernée restera inchangée (de sorte que la Période de Rachat et d'Annulation sera prolongée).

En cas de rachat d'une catégorie de parts sociales en raison d'une réduction du capital social, cette catégorie de parts sociales donnera droit aux détenteurs de celle-ci, proportionnellement à leur détention dans une telle catégorie de parts sociales, au Montant Disponible (dans les limites cependant au Montant Total d'Annulation déterminé par le Conseil de Gérance).

Pour le besoin de l'Article 7:

«Montant Disponible» signifie le montant total des profits nets de la Société (incluant les bénéfices de l'année en cours et reportés) augmenté par (i) toute prime d'émission librement distribuable et toutes les réserves librement distribuables conformément aux présents Statuts et le cas échéant (ii) le montant d'une réduction de capital et d'une réduction de la réserve légale en relation avec les catégories de parts sociales à annuler, mais réduit par (i) toute perte (incluant les pertes de l'année en cours et reportées), (ii) toute somme à placer dans des réserve(s) non distribuables suivant les exigences de la Loi ou des présents Statuts, et (ii) le Droit au Bénéfice courus mais pas encore payés sur les autres catégories de parts sociales conformément à l'Article 28, chaque fois comme prévu dans les Comptes Intérimaires pertinents (pour autant que de besoin, en enlevant tout double comptage), de sorte que:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR + LD)$$

Où:

AA = Montant Disponible

NP = les profits nets (incluant les bénéfices de l'année en cours et reportés)

P = toute prime d'émission librement distribuable et toutes les réserves librement distribuables conformément aux présents Statuts

CR = le montant d'une réduction de capital et une réduction de la réserve légale en relation avec les catégories de parts sociales à annuler

L = toute perte (incluant les pertes de l'année en cours et reportées)

LR = toute somme à placer dans des réserve(s) non distribuables suivant les exigences de la Loi ou des présents Statuts

LD = le Droit au Bénéfice couru mais pas encore payé sur les autres catégories de parts sociales conformément à l'Article 28.

Pour autant que de besoin, le Montant Disponible sera limité au moment de sa détermination au montant des liquidités et actifs de la Société librement cessibles au moment de la détermination en question; tout excédant entre le Montant Disponible et le moment de ces liquidités ou actifs librement cessibles devra être reporté (et devra être pris en compte pour le calcul du Montant Disponible attribuable à la catégorie de parts sociales suivante qui sera rachetée ou annulée).

«Date des Comptes Intérimaires» signifie la date pas plus tôt que huit (8) jours avant la date de rachat et d'annulation des catégories de parts sociales pertinentes.

«Comptes Intérimaires» signifie les comptes intérimaires de la Société à la Date des Comptes Annuels Intérimaires pertinente.

«Montant Total d'Annulation» signifie le montant déterminé par le Conseil de Gérance et approuvé par les associés sur base des Comptes Intérimaires pertinents. Le Montant Total d'Annulation pour chaque catégorie de parts sociales J, I, H, G, F, E, D, C, B, et A sera le Montant Disponible de la catégorie pertinente au moment de l'annulation de cette catégorie de parts sociales sauf décision contraire par les associés adoptée aux conditions prévues pour le changement des présents Statuts, à condition toutefois que le Montant Total d'Annulation ne puisse jamais être supérieur au Montant Disponible.

Art. 8. Incapacité, Faillite ou Insolvabilité d'un Associé. Le décès, la suspension des droits civils, l'incapacité, la faillite, l'insolvabilité ou tout autre événement similaire affectant les associés n'entraîne pas la mise en liquidation de la Société.

Chapitre III. - Gérants, Commissaires

Art. 9. Gérants. La Société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants qui n'ont pas besoin d'être associés (les «Gérants»).

Si deux (2) Gérants sont nommés, ils géreront conjointement la Société.

Si plus de deux (2) Gérants sont nommés, ils formeront un conseil de gérance (le «Conseil de Gérance»).

Les Gérants seront nommés par les associés, qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat, à condition que deux (2) de Gérants au moins soient élus à partir d'une liste de candidats présentée par les Principaux Investisseurs. Les Gérants peuvent être renommés et peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution des associés.

Les associés pourront qualifier les gérants nommés de Gérants de catégorie A (les «Gérants de Catégorie A») ou Gérants de catégorie B (les «Gérants de Catégorie B»).

Les associés ne participeront ni ne s'immisceront dans la gestion de la Société.

Art. 10. Pouvoirs des Gérants. Les Gérants sont investis des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la Société.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par les Statuts ou par les Lois aux associés relèvent de la compétence des Gérants.

Art. 11. Délégation de Pouvoirs - Représentation de la Société. Les Gérants peuvent déléguer des pouvoirs ou des mandats spéciaux, ou confier des fonctions permanentes ou temporaires à des personnes ou des comités de leur choix.

La Société sera engagée vis-à-vis des tiers par la signature individuelle du Gérant unique ou par la signature conjointe de deux Gérants si plus d'un Gérant a été nommé.

Toutefois, si les associés ont qualifié les Gérants de Gérants de Catégorie A et Gérants de Catégorie B, la Société ne sera engagée vis-à-vis des tiers que par la signature conjointe d'un Gérant de Catégorie A et d'un Gérant de Catégorie B.

La Société sera également engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe ou par la signature individuelle de toute personne à qui ce pouvoir de signature aura été délégué par les Gérants, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 12. Réunions du Conseil de Gérance. Dans l'hypothèse où un Conseil de Gérance est formé, les règles suivantes s'appliqueront:

Le Conseil de Gérance peut nommer parmi ses membres un président (le «Président»). Il peut également nommer un secrétaire qui n'a pas besoin d'être lui-même Gérant et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux du Conseil de Gérance (le «Secrétaire»).

Le Conseil de Gérance se réunira sur convocation du Président. Une réunion du Conseil de Gérance doit être convoquée si deux (2) de ses membres le demandent.

Le Président présidera toutes les réunions du Conseil de Gérance, mais en son absence le Conseil de Gérance désignera un autre membre du Conseil de Gérance comme président pro tempore par un vote à la majorité des Gérants présents ou représentés à cette réunion.

Sauf en cas d'urgence ou avec l'accord préalable de tous ceux qui ont le droit d'y assister, une convocation écrite devra être transmise, trois (3) jours calendaires au moins avant la date prévue pour la réunion du Conseil de Gérance, par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit. La convocation indiquera la date, l'heure et le lieu de la réunion ainsi que l'ordre du jour et la nature des affaires à traiter. Il pourra être renoncé à cette convocation par un accord correctement consigné de chaque membre du Conseil de Gérance. Aucune convocation spéciale ne sera requise pour les réunions se tenant à des dates et des lieux déterminés préalablement par une résolution adoptée par le Conseil de Gérance.

Les réunions du Conseil de Gérance se tiendront à Luxembourg.

Tout Gérant peut se faire représenter aux réunions du Conseil de Gérance en désignant par un écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un autre Gérant comme son mandataire. Tout Gérant peut représenter un ou plusieurs membres du Conseil de Gérance.

Le Conseil de Gérance ne pourra valablement délibérer que si au moins la moitié (1/2) des Gérants en fonction est présente ou représentée, sous réserve que dans l'hypothèse où des Gérants de Catégorie A ou des Gérants de Catégorie B ont été désignés, ce quorum ne sera atteint que si au moins un Gérant de Catégorie A et un Gérant de Catégorie B sont présents ou représentés.

Les décisions seront prises à la majorité des voix des Gérants présents ou représentés à cette réunion.

Un ou plusieurs Gérants peuvent prendre part à une réunion par conférence téléphonique, visioconférence ou tout autre moyen de communication similaire permettant ainsi à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément les unes avec les autres, à condition que ces conférence téléphonique, visioconférence ou autre moyen de communication similaire soient toujours initiées de Luxembourg. Une telle participation sera considérée équivalente à une présence physique à la réunion.

Une décision écrite, signée par tous les Gérants, est régulière et valable de la même manière que si elle avait été adoptée à une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue. Une telle décision pourra être consignée dans un seul ou plusieurs écrits séparés ayant le même contenu et signés par un ou plusieurs Gérants.

Art. 13. Résolutions des Gérants. Les résolutions des Gérants doivent être consignées par écrit.

Les procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance seront signés par le Président de la réunion et par le Secrétaire (s'il y en a). Les procurations y resteront annexées.

Les copies ou les extraits des résolutions écrites ou les procès-verbaux, destinés à être produits en justice ou ailleurs, pourront être signés par le Gérant unique ou par deux Gérants agissant conjointement si plus d'un Gérant a été nommé.

Art. 14. Rémunération et Dépenses. Sous réserve de l'approbation des associés, les Gérants peuvent recevoir une rémunération pour leur gestion de la Société et peuvent, de plus, être remboursés de toutes les dépenses qu'ils auront exposées en relation avec la gestion de la Société ou la poursuite de l'objet social de la Société.

Art. 15. Conflits d'Intérêt. Si un ou plusieurs Gérants a ou pourrait avoir un intérêt personnel dans une transaction de la Société, ce Gérant devra en aviser les autres Gérants et il ne pourra ni prendre part aux délibérations ni émettre un vote sur une telle transaction.

Dans l'hypothèse d'un Gérant unique, il est seulement fait mention dans un procès-verbal des opérations intervenues entre la Société et son Gérant ayant un intérêt opposé à celui de la Société.

Les dispositions des alinéas qui précèdent ne sont pas applicables lorsque (i) l'opération en question est conclue à des conditions normales et (ii) si elle tombe dans le cadre des opérations courantes de la Société.

Aucun contrat ni autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou entreprises ne sera affecté ou invalidé par le simple fait qu'un ou plusieurs Gérants ou tout fondé de pouvoir de la Société y a un intérêt personnel, ou est gérant, collaborateur, membre, associé, fondé de pouvoir ou employé d'une telle société ou entreprise. Toute personne liée de la manière décrite ci-dessus, à une société ou entreprise, avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relations d'affaires, ne devra pas en raison de cette affiliation à cette société ou entreprise, être automatiquement empêchée de délibérer, de voter ou d'agir autrement sur une opération relative à de tels contrats ou transactions.

Art. 16. Responsabilité des Gérants - Indemnisation. Les Gérants n'engagent pas leur responsabilité personnelle lorsque, dans l'exercice de leurs fonctions, ils prennent des engagements pour le compte de la Société.

Les Gérants sont uniquement responsables de l'accomplissement de leurs devoirs.

La Société indemniserait tout Gérant, fondé de pouvoir ou employé de la Société et, le cas échéant, leurs successeurs, leurs héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de biens pour tous dommages qu'ils ont à payer et tous frais raisonnables qu'ils auront encourus par suite de leur comparution en tant que défendeurs dans des actions en justice, des procès ou des poursuites judiciaires qui leur auront été intentés de par leurs fonctions actuelles ou anciennes de Gérant (s), de fondé de pouvoir ou d'employé de la Société, ou à la demande de la Société, de toute autre société dans laquelle la Société est associée ou créancier et dans laquelle ils n'ont pas droit à indemnisation, exception faite des cas où leur responsabilité est engagée pour négligence grave ou mauvaise gestion. En cas d'arrangement transactionnel, l'indemnisation ne portera que sur les questions couvertes par l'arrangement transactionnel et dans ce cas seulement si la Société reçoit confirmation par son conseiller juridique que la personne à indemniser n'est pas coupable de négligence grave ou mauvaise gestion. Ce droit à indemnisation n'est pas exclusif d'autres droits auxquels les personnes susnommées pourraient prétendre en vertu des Statuts.

Art. 17. Commissaires. Sauf lorsque, conformément aux Lois, les comptes annuels et/ou les comptes consolidés de la Société doivent être vérifiés par un réviseur d'entreprises agréé, les affaires de la Société et sa situation financière, en particulier ses documents comptables, peuvent et devront, dans les cas prévus par la loi, être contrôlés par un ou plusieurs commissaires qui n'ont pas besoin d'être eux-mêmes associés.

Le(s) commissaire(s) ou réviseur(s) d'entreprises agréé(s) seront, le cas échéant, nommés par les associés qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat. Leur mandat peut être renouvelé. Ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution des associés sauf dans les cas où le réviseur d'entreprises agréé peut seulement, par dispositions des Lois, être révoqué pour motifs graves ou d'un commun accord.

Chapitre IV. - Des associés

Art. 18. Pouvoirs des Associés. Les associés exercent les pouvoirs qui leur sont dévolus par les Statuts et les Lois. Si la Société ne compte qu'un seul associé, celui-ci exerce les pouvoirs conférés par les Lois à l'assemblée générale des associés.

Toute assemblée générale des associés régulièrement constituée représente l'ensemble des associés.

Art. 19. Assemblée Générale Annuelle des Associés. L'assemblée générale annuelle des associés, qui doit se tenir au cas où la Société a plus de vingt-cinq (25) associés, aura lieu le dernier vendredi de mai à 14 heures.

Si ce jour n'est pas généralement un jour bancaire ouvrable à Luxembourg, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 20. Autres Assemblées Générales. Si la Société compte plusieurs associés, dans la limite de vingt-cinq (25) associés, les résolutions des associés peuvent être prises par écrit. Les résolutions écrites peuvent être constatées dans un seul ou plusieurs documents ayant le même contenu, signés par un ou plusieurs associés. Dès lors que les résolutions à adopter ont été envoyées par les Gérants aux associés pour approbation, les associés sont tenus, dans un délai de quinze (15) jours suivant la réception du texte de la résolution proposée, d'exprimer leur vote par écrit en le retournant à la Société par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit. Les exigences de quorum et de majorité imposées pour l'adoption de résolutions par l'assemblée générale s'applique mutatis mutandis à l'adoption de résolutions écrites.

Les assemblées générales des associés, y compris l'assemblée générale annuelle des associés, se tiendra au siège social de la Société ou à tout autre endroit au Grand-Duché de Luxembourg, et pourra se tenir à l'étranger, chaque fois que des circonstances de force majeure, appréciées souverainement par les Gérants, le requièrent.

Art. 21. Convocation des Assemblées Générales. A moins qu'il n'y ait qu'un associé unique, les associés peuvent aussi se réunir en assemblées générales, conformément aux conditions fixées par les Statuts ou les Lois, sur convocation des Gérants, subsidiairement, du commissaire aux comptes (s'il y en existe), ou plus subsidiairement, des associés représentant plus de la moitié (1/2) du capital social émis.

La convocation envoyée aux associés indiquera la date, l'heure et le lieu de l'assemblée générale ainsi que l'ordre du jour et la nature des affaires à traiter lors de l'assemblée générale des associés. L'ordre du jour d'une assemblée générale d'associés doit également, si nécessaire, indiquer toutes les modifications proposées des Statuts et, le cas échéant, le texte des modifications relatives à l'objet social ou à la forme de la Société.

Si tous les associés sont présents ou représentés à une assemblée générale des associés et s'ils déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

Art. 22. Présence - Représentation. Tous les associés sont en droit de participer et de prendre la parole à toute assemblée générale des associés.

Un associé peut désigner par écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un mandataire qui n'a pas besoin d'être lui-même associé.

Art. 23. Procédure. Toute assemblée générale des associés est présidée par le Président ou par une personne désignée par les Gérants, ou, faute d'une telle désignation par les Gérants, par une personne désignée par l'assemblée générale des associés.

Le Président de l'assemblée générale des associés désigne un secrétaire.

L'assemblée générale des associés élit un (1) scrutateur parmi les personnes participant à l'assemblée générale des associés.

Le Président, le secrétaire et le scrutateur ainsi désignés forment ensemble le bureau de l'assemblée générale.

Art. 24. Vote. Lors de toute assemblée générale des associés autre qu'une assemblée générale convoquée en vue de la modification des Statuts de la Société ou du vote de résolutions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour toute modification des Statuts, les résolutions seront adoptées par les associés représentant plus de la moitié (1/2) du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte sur première convocation (ou consultation par écrit), les associés seront de nouveau convoqués (ou consultés) et les résolutions seront adoptées à la majorité simple, indépendamment du nombre de parts sociales représentées.

Lors de toute assemblée générale des associés, convoquée conformément aux Statuts ou aux Lois, en vue de la modification des Statuts de la Société ou du vote de résolutions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour toute modification des Statuts, la majorité exigée sera d'au moins la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts (3/4) du capital.

Art. 25. Procès-Verbaux. Les procès-verbaux des assemblées générales doivent être signés par les associés présents et peuvent être signés par tous les associés ou mandataires d'associés qui en font la demande.

Les résolutions adoptées par l'associé unique seront établies par écrit et signées par l'associé unique.

Les copies ou extraits des résolutions écrites adoptées par les associés, ainsi que les procès-verbaux des assemblées générales à produire en justice ou ailleurs sont signés par le Gérant unique ou par deux Gérants au moins agissant conjointement dès lors que plus d'un Gérant aura été nommé.

Chapitre V. - Exercice Social, Comptes Annuels, Distribution des Bénéfices

Art. 26. Exercice Social. L'exercice social de la Société commence le premier jour de janvier et s'achève le dernier jour de décembre de chaque année.

Art. 27. Approbation des Comptes Annuels. A la clôture de chaque exercice social, les comptes sont arrêtés et les Gérants dressent l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif ainsi que le compte de résultat conformément aux Lois.

Les comptes annuels et/ou les comptes consolidés sont soumis aux associés pour approbation.

Tout associé ou son mandataire peut prendre connaissance des documents comptables au siège social de la Société. Si la Société compte plus de vingt-cinq (25) associés, ce droit ne pourra être exercé que dans les quinze (15) jours calendaires qui précèdent l'assemblée générale annuelle des associés.

Art. 28. Distribution des Bénéfices. Sur les bénéfices nets de la Société, il sera prélevé au moins cinq pour cent (5%) qui seront affectés, chaque année, à la réserve légale (la «Réserve Légale»), conformément à la loi. Cette affectation à la Réserve Légale cessera d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la Réserve Légale atteindra dix pour cent (10%) du capital émis de la Société.

Dans la mesure où des fonds sont disponibles au niveau de la Société pour distribuer et dans la mesure où permis par les Lois et par les présents Statuts, le Conseil de Gérance devra proposer leur distribution. La décision de distribuer ces montants distribuables et le montant d'une telle distribution sera prise par l'assemblée générale des associés par majorité simple des votes enregistrés (la «Distribution») et une telle Distribution sera allouée comme suit:

- les Parts Sociales Ordinaires de Catégorie A (s'il y en a) porteront un dividende cumulatif d'un montant d'au moins zéro virgule soixante-cinq pour cent (0,65%) des profits nets annuels de la Société (après déduction des pertes reportées); puis

- les Parts Sociales Ordinaires de Catégorie B (s'il y en a) porteront un dividende cumulatif d'un montant d'au moins zéro virgule soixante pour cent (0,60%) des profits nets annuels de la Société (après déduction des pertes reportées); puis

- les Parts Sociales Ordinaires de Catégorie C (s'il y en a) porteront un dividende cumulatif d'un montant d'au moins zéro virgule cinquante-cinq pour cent (0,55%) des profits nets annuels de la Société (après déduction des pertes reportées); puis

- les Parts Sociales Ordinaires de Catégorie D (s'il y en a) porteront un dividende cumulatif d'un montant d'au moins zéro virgule cinquante pour cent (0,50%) des profits nets annuels de la Société (après déduction des pertes reportées); puis

- les Parts Sociales Ordinaires de Catégorie E (s'il y en a) porteront un dividende cumulatif d'un montant d'au moins zéro virgule quarante-cinq pour cent (0,45%) des profits nets annuels de la Société (après déduction des pertes reportées); puis

- les Parts Sociales Ordinaires de Catégorie F (s'il y en a) porteront un dividende cumulatif d'un montant d'au moins zéro virgule quarante pour cent (0,40%) des profits nets annuels de la Société (après déduction des pertes reportées); puis

- les Parts Sociales Ordinaires de Catégorie G (s'il y en a) porteront un dividende cumulatif d'un montant d'au moins zéro virgule trente-cinq pour cent (0,35%) des profits nets annuels de la Société (après déduction des pertes reportées); puis

- les Parts Sociales Ordinaires de Catégorie H (s'il y en a) porteront un dividende cumulatif d'un montant d'au moins zéro virgule trente pour cent (0,30%) des profits nets annuels de la Société (après déduction des pertes reportées); puis

- les Parts Sociales Ordinaires de Catégorie I (s'il y en a) porteront un dividende cumulatif d'un montant d'au moins zéro virgule vingt-cinq pour cent (0,25%) des profits nets annuels de la Société (après déduction des pertes reportées); puis

- les Parts Sociales Ordinaires de Catégorie J (s'il y en a) porteront un dividende cumulatif d'un montant d'au moins zéro virgule vingt pour cent (0,20%) des profits nets annuels de la Société (après déduction des pertes reportées) (ensemble le «Droit au Bénéfice»), et

après allocation du Droit au Bénéfice, le solde du montant du dividende sera distribué intégralement à toutes les parts sociales constituant la dernière catégorie de parts sociales alors en circulation dans l'ordre alphabétique (commençant par les Parts Sociales Ordinaires de Catégorie J jusqu'aux Parts Sociales Ordinaires de Catégorie A).

Sous réserve des conditions (s'il y en a) fixées par les Lois et conformément aux dispositions qui précèdent, les Gérants peuvent procéder au versement d'un acompte sur dividendes aux associés. Les Gérants détermineront le montant ainsi que la date de paiement de tels acomptes.

Chapitre VI. - Dissolution, Liquidation

Art. 29. Dissolution, Liquidation. La Société peut être dissoute par une décision prise par la moitié des associés possédant les trois quarts (3/4) du capital social.

En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera réalisée par les Gérants ou toute autre personne (qui peut être une personne physique ou une personne morale) nommée par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

En cas de liquidation, tous les actifs et liquidités de la Société seront versés dans l'ordre de priorité suivant:

(i) en premier lieu, aux créanciers (soit au moyen de paiements soit au moyen de provisions raisonnablement déterminées en vue de tels paiements) pour toutes les dettes et passifs de la Société;

(ii) en deuxième lieu, aux associés pour le remboursement de la valeur nominale de leurs parts sociales dans la Société;

(iii) en troisième lieu, aux détenteurs de toutes les catégories de parts sociales suivant les règles de priorité et les proportions nécessaires afin d'aboutir sur une base globale au même résultat économique que les règles de distribution prévues pour les distributions de dividendes.

Chapitre VII. - Loi Applicable

Art. 30. Loi Applicable. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les Statuts seront réglées conformément aux Lois, en particulier à la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges quelconques qui incombent à la Société des suites de cette augmentation de capital sont estimés à deux mille huit cents euros (EUR 2.800,-).

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée à 12.15 heures.

Le notaire soussigné, qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande des comparants ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, le texte étant suivi d'une version française, et qu'à la demande des mêmes comparants, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire soussigné par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec le notaire soussigné le présent acte.

Signé: C. Mathu, G. Hislop, F. Jeannon, M. Loesch.

Enregistré à Remich, le 18 mai 2012, REM/2012/531. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme.

Mondorf-les-Bains, le 22 mai 2012.

Référence de publication: 2012059102/1101.

(120083110) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2012.

Lama Immobilier, Société Anonyme.

Siège social: L-2314 Luxembourg, 2A, place de Paris.

R.C.S. Luxembourg B 117.981.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012062058/10.

(120087842) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2012.

Lama Immobilier, Société Anonyme.

Siège social: L-2314 Luxembourg, 2A, place de Paris.

R.C.S. Luxembourg B 117.981.

Les comptes annuels au 31.12.2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012062059/10.

(120087843) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2012.

Lares Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6118 Junglinster, 100, rue de Godbrange.

R.C.S. Luxembourg B 41.723.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 mai 2012.

Référence de publication: 2012062060/10.

(120087404) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2012.

Lemania, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 134.987.

Le Bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012062064/9.

(120087415) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2012.

LatCap II SPV VI (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 17.000,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 74.616.

En date du 23 mai 2012, le Conseil de Gérance a pris la décision suivante:

- Transfert du siège social de la Société du 1, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg au 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, avec effet immédiat.

En date du 23 mai 2012, le Conseil de Gérance a pris note que la nouvelle adresse du gérant de la classe A de la Société, TMF Corporate Services S.A., est désormais au 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, avec effet au 2 janvier 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 mai 2012.
Pour la Société
TMF Corporate Services S.A.
Signatures
Gérant de la classe A

Référence de publication: 2012062061/20.

(120087985) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2012.

Lazzara Immobilière S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4664 Niedercorn, 7, rue de Sanem.

R.C.S. Luxembourg B 34.795.

—
Extrait du procès verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement en date du 03.11.2011

L'assemblée générale ordinaire de LAZZARA IMMOBILIERE S.A. a pris ce jour, à l'unanimité, la décision suivante:

Sont réélus administrateurs pour une durée de 6 ans:

- Monsieur LAZZARA Antonio Anselmo G., demeurant à L-4914 Bascharage, 10 rue des Champs
- Monsieur LAZZARA Robert, demeurant à L-4932 Hautcharage, 13 rue de la Libération
- Madame LAZZARA WALTENER Manon, demeurant à L-4914 Bascharage, 10 rue des Champs

Est réélu administrateur délégué pour la même période:

- Monsieur LAZZARA Antonio Anselmo G., demeurant à L-4914 Bascharage, 10 rue des Champs

Est réélu commissaire aux comptes, pour une durée de 6 ans:

- Monsieur LAZZARA Antoine Junior, demeurant à L-4664 Niederkorn, 1 rue de Sanem

Itzig, le 29 mai 2012.

Pour extrait conforme et sincère

Référence de publication: 2012062062/19.

(120087468) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2012.

Lemania, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 134.987.

—
Résolution 5

“L'Assemblée décide de renouveler le mandat d'administrateur de M. Nicolaus Peter Bocklandt, M. Philippe Schenk et M. Benoni Dufour le 18 mai 2012 pour un terme d'un an venant à échéance à la prochaine assemblée générale annuelle des actionnaires qui se tiendra en 2013”.

—
Résolution 6

“L'Assemblée décide de reconduire le mandat du réviseur d'entreprises, PricewaterhouseCoopers S.à r.l., le 18 mai 2012 pour un terme d'un an venant à échéance à la prochaine assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société qui se tiendra en 2013”.

Référence de publication: 2012062065/15.

(120087436) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2012.

Levade S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 131.460.

—
Extrait des résolutions prises par le conseil d'administration de la société en date du 24 mai 2012

Le conseil d'administration de la Société décide de renouveler le mandat de Deloitte Audit (anciennement DELOITTE S.A.), avec siège social au 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, enregistré au Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B 67 895, en tant que réviseur externe de la Société pour l'audit des comptes se clôturant le 31 décembre 2012.

A Luxembourg, le 29 mai 2012.

Pour extrait conforme

Signatures

L'agent domiciliataire

Référence de publication: 2012062066/16.

(120087874) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2012.

Levia Holding S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 92.671.

Par la présente nous vous informons que nous dénonçons le siège social de votre société avec effet immédiat.

Luxembourg, le 30 avril 2012.

UHY Fibetrust S.à.r.l.

Jürgen Fischer

Référence de publication: 2012062067/10.

(120087325) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2012.

Levia Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 82, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 92.671.

Par la présente, nous donnons, avec effet immédiat, notre démission, comme administrateur de la société.

Luxembourg, le 30 avril 2012.

Antar Invest S.A.

Référence de publication: 2012062068/10.

(120087667) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2012.

Enventure Partners Luxco, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 24.500,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 168.939.

—
STATUTES

In the year two thousand and twelve, on the sixteenth day of May,

Before the undersigned Maître Joseph ELVINGER, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED

Enventure Partners LLC, a company duly incorporated and validly existing under the laws of the State of Florida, having its registered office at 2000 Ponce De Leon Boulevard, Suite 600, 33134 Coral Gables, United States of America, registered with the Florida Secretary of State, Division of Corporations, under file number 208257221;

here represented by Ms Sara Lecomte, private employee, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a power of attorney.

The said power of attorney, initialled *ne varietur* by the appearing party and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such parties, appearing in the capacity of which they act, have requested the notary to draw up the following articles of association (the Articles) of a Société à responsabilité limitée (private limited liability company), which is hereby incorporated:

Section I. - Form - Name - Purpose - Duration - Registered office

Art. 1. Form. There is hereby formed a Société à responsabilité limitée (private limited liability company) governed by the laws pertaining to such an entity, especially the law of August 10, 1915 concerning commercial companies, as amended from time to time (the Law), as well as by the present Articles (the Company).

Art. 2. Name. The Company's name is Enventure Partners Luxco.

Art. 3. Purpose. The Company's purpose is to carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of participations in Luxembourg and foreign companies, in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those participations.

The Company may use its funds to establish, manage, develop and dispose of its assets as they may be composed from time to time, to acquire, invest in and dispose of any kinds of property, tangible and intangible, movable and immovable, and namely but not limited to, its portfolio of securities of whatever origin, to participate in the creation, acquisition, development and control of any enterprise, to acquire, by way of investment, subscription, underwriting or option, securities, to realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise and to develop them.

The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt securities in registered form and subject to transfer restrictions. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries or affiliated companies or any other companies.

The Company may give guarantees and grant security in favour of third parties to secure its obligations and the obligations of companies in which the Company has a direct or indirect participation or interest and to companies which form part of the same group of companies as the Company and it may grant any assistance to such companies, including, but not limited to, assistance in the management and the development of such companies and their portfolio, financial assistance, loans, advances or guarantees. It may pledge, transfer, encumber or otherwise create security over some or all its assets.

The Company may carry out any commercial, industrial, financial, personal, and real estate operations, which are directly or indirectly connected with its corporate purpose or which may favour its development.

Art. 4. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

Art. 5. Registered Office. The registered office of the Company is established in the municipality of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place within the municipality of Luxembourg by means of a resolution of the sole manager, or in case of plurality of managers, by a decision of the board of managers in accordance with these Articles or to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, by a resolution taken by a vote of the majority of the shareholders representing at least seventy-five percent (75%) of the share capital. The Company may have branches and offices, both in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad.

Section II. - Capital - Shares

Art. 6. Capital. The Company's share capital is set at USD 24,500.- (twenty-four thousand five hundred US Dollars).

It is divided into ten classes of shares consisting of:

- 200 (two hundred) class A shares (the Class A Shares);
- 5 (five) class B shares (the Class B Shares);
- 5 (five) class C shares (the Class C Shares);
- 5 (five) class D shares (the Class D Shares);
- 5 (five) class E shares (the Class E Shares);
- 5 (five) class F shares (the Class F Shares);
- 5 (five) class G shares (the Class G Shares);
- 5 (five) class H shares (the Class H Shares);
- 5 (five) class I shares (the Class I Shares); and
- 5 (five) class J shares (the Class J Shares);

All these 245 (two hundred and forty-five) shares have a nominal value of USD 100.- (one hundred US Dollars) each, and are fully paid-up.

The share capital may be increased or reduced from time to time by a resolution of the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, by a resolution taken by a vote of the majority of the shareholders representing at least seventy-five percent (75%) of the share capital.

Art. 7. Voting Rights. Each share whatever its class, is entitled to an identical voting right and each shareholder has voting rights commensurate to such shareholder's ownership of shares.

Art. 8. Indivisibility of shares. Towards the Company, the shares are indivisible and the Company will recognize only one owner per share.

Art. 9. Transfer of shares. The shares are freely transferable among shareholders or where the Company has a sole shareholder.

Transfers of shares to non-shareholders are subject to the prior approval of the shareholders representing at least seventy-five percent (75%) of the share capital of the Company given in a general meeting.

Shares shall be transferred by instrument in writing in accordance with the Law.

Art. 10. Redemption of shares. The Company shall be able to redeem each of Class A to Class J Shares, in the framework of a decrease of its subscribed capital by cancellation of the redeemed shares, under the following terms and conditions:

- a whole class of shares has to be redeemed;

- the redemption price of each redeemed share shall be calculated by dividing the amount of the Available Amount (as defined hereinafter) by the number of shares in issue in the class of shares to be redeemed;

- the Available Amount shall be determined by the manager or the board of managers as the case may be and approved by the general meeting of shareholders on the basis of interim accounts of the Company. Said interim accounts of the Company will be prepared based on a date which is not earlier than eight days from the date of the reduction of share capital and the cancellation of the shares of the relevant class.

The Available Amount (AA) shall be equal to the total net profits of the Company, including any carried forward profits (P), (i) less any losses including carried forward losses (L) (ii) plus any freely distributable share premium (up to the amount of L) as well as any other freely distributable reserves (SR) less (ii) any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of the law or of the articles at the time of determination (LR). Such Available Amount is expressed in the following equation: $AA = P + L + SR - LR$.

The Available Amount, as determined by using the formula described here above, can be increased by any surplus cash or/and assets available to the Company at the time of the redemption, such surplus cash or/and assets being paid from the share premium account up to the amount of the share premium at the time of the redemption;

- the redemption shall be carried out by a resolution of the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, by a resolution taken by a vote of the majority of the shareholders, representing at least seventy-five percent (75%) of the share capital; and

- the redeemed shares shall be cancelled following the decrease of the capital.

Section III. - Management

Art. 11. Appointment of the managers. The Company may be managed by one manager or several managers. Where more than one manager is appointed, the Company shall be managed by a board of managers constituted by two different types of managers, namely type A managers and type B managers.

No manager need be a shareholder of the Company. The manager(s) shall be appointed by resolution of the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders by a resolution of the shareholders representing more than fifty percent (50%) of the share capital of the Company, as the case may be. The remuneration, if any, of the manager(s) shall be determined in the same manner.

A manager may be removed, with or without cause at any time and replaced by resolution of the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, by a resolution of the shareholders representing more than fifty percent (50%) of the share capital of the Company, as the case may be.

Art. 12. Powers of the managers. All powers not expressly reserved by the Law or these Articles to the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, to the general meeting of shareholders, fall within the competence of the sole manager or the board of managers, as the case may be.

The Company shall be bound by the signature of its sole manager, or in case of plurality of managers, by the joint signature of at least one type A manager and one type B manager.

The sole manager or the board of managers, as the case may be, may delegate his/its powers for specific tasks to one or several ad hoc agents who need not be shareholder(s) or manager(s) of the Company. The sole manager or the board of managers will determine the powers and remuneration (if any) of the agent, and the duration of its representation as well as any other relevant condition.

Art. 13. Board of managers. Where the Company is managed by a board of managers, the board may choose among its members a chairman. It may also choose a secretary who need not be a manager or shareholder of the Company and who shall be responsible for keeping the minutes of the board meetings.

The board of managers shall meet when convened by any one manager. Notice stating the business to be discussed, the time and the place, shall be given to all managers at least 24 hours in advance of the time set for such meeting, except when waived by the consent of each manager, or where all the managers are present or represented.

Any manager may act at any meeting by appointing in writing or by any other suitable telecommunication means another manager as his proxy. A manager may represent more than one manager.

Any and all managers may participate to a meeting by phone, videoconference, or any suitable telecommunication means allowing all managers participating in the meeting to hear each other at the same time. Such participation is deemed equivalent to a participation in person.

A meeting of managers is duly constituted for all purposes if at the commencement of the meeting there are present in person or by alternate not less than one-half of the total number of managers, unless there are less than three (3) managers in which case the quorum shall be all of the managers.

Decisions of the board of managers are validly taken by a resolution approved at a duly constituted meeting of managers of the Company by the affirmative vote of one type A manager and one type B manager, except for the following matters, which, without prejudice to the vote of the general meeting of the shareholders of the Company when applicable, shall be resolved by the affirmative vote of all of the managers of the Company:

- (a) the sale, exchange or other disposition of all or substantially all of the Company's assets occurring as part of a single transaction or plan;
- (b) the merger of the Company with any other limited liability company, limited partnership, general partnership, corporation or any other entity;
- (c) the amendment of these Articles;
- (d) any purchase or sale of investments for a price or value in excess of USD 1,000,000.- (one million US Dollars);
- (e) borrowing in excess of USD 500,000.- (five hundred thousand US Dollars) or the giving of any guarantee by the Company;
- (f) any issue of shares of the Company; or
- (g) any merger, amalgamation, reorganization, continuance to another jurisdiction, winding up or other dissolution of the Company.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions passed at a meeting of the board. Such resolutions may be signed in counterparts, each of which shall be an original and all of which, taken together, shall constitute the same instrument.

Deliberations of the board of managers shall be recorded in minutes signed by the chairman or by two managers. Copies or extracts of such minutes shall be signed by the chairman or by two managers.

Art. 14. Liability of the managers. No manager assumes any personal liability in relation with any commitment validly made by him in the name of the Company in accordance with these Articles, by reason of his function as a manager of the Company.

Section IV. - Shareholder meetings

Art. 15. Sole shareholder. A sole shareholder assumes all powers devolved to the general meeting of shareholders in accordance with the Law.

Except in case of current operations concluded under normal conditions, contracts concluded between the sole shareholder and the Company have to be recorded on minutes or drawn-up in writing.

Art. 16. General meetings. General meetings of shareholders may be convened by the sole manager or the board of managers, as the case may be, failing which by shareholders representing more than fifty percent (50%) of the share capital of the Company.

Written notices convening a general meeting and setting forth the agenda shall be sent to each shareholder at least 24 hours before the meeting, specifying the time and place of the meeting.

If all the shareholders are present or represented at the general meeting, and state that they have been duly informed on the agenda of the meeting, the general meeting may be held without prior notice.

Any shareholder may be represented and act at any general meeting by appointing in writing another person to act as such shareholder's proxy, which person needs not be shareholder of the Company.

Resolutions of the general meetings of shareholders are validly taken when adopted by the affirmative vote of shareholders representing more than fifty percent (50%) of the share capital of the Company. If the quorum is not reached at a first meeting, the shareholders shall be convened by registered letter to a second meeting.

Resolutions will be validly taken at this second meeting by a majority of votes cast, regardless of the portion of share capital represented.

However, resolutions to amend the Articles shall only be adopted by a resolution taken by a vote of the majority of the shareholders, representing at least seventyfive percent (75%) of the share capital.

The holding of shareholders meetings is not compulsory as long as the number of shareholders does not exceed twenty-five (25). In the absence of meetings, shareholders resolutions are validly taken in writing, at the same majority vote cast as the ones provided for general meetings, provided that each shareholder receive in writing by any suitable communication means the whole text of each resolution to be approved prior to his written vote.

When the holding of shareholders meetings is compulsory, a general meeting shall be held annually in Luxembourg at the registered office of the Company on the fourth Wednesday of May or on the following business day if such day is a public holiday.

Section V. - Financial year - Balance sheet - Profits audit

Art. 17. Financial year. The financial year of the Company starts each year on January 1 and ends on December 31.

Art. 18. Annual accounts. Each year, as at the end of the financial year, the board of managers or the sole manager, as the case may be, shall draw up a balance sheet and a profit and loss account in accordance with the Law, to which an inventory will be annexed, all together the annual accounts that will then be submitted to the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, to the general shareholders meeting.

Art. 19. Profits. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortizations, charges and provisions, such as approved by the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, by the general meeting of the shareholders, represents the net profit of the Company.

Each year, five percent (5%) of the net profit shall be allocated to the legal reserve account of the Company. This allocation ceases to be compulsory when the legal reserve amounts to one tenth of the share capital, but must be resumed at any time when it has been broken into.

The remaining profit shall be allocated by the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, by resolution of the shareholders representing more than fifty percent (50%) of the share capital of the Company, resolving to distribute it proportionally to the shares they hold, to carry it forward, or to transfer it to a distributable reserve.

Art. 20. Interim dividends. Notwithstanding the above provision, the sole manager or the board of managers as the case may be, may decide to pay interim dividends before the end of the current financial year, on the basis of a statement of accounts prepared by the board of managers or the sole manager, as the case may be, and showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve established in accordance with the Law or the Articles.

Art. 21. Audit. Where the number of shareholders exceeds twenty-five (25), the supervision of the Company shall be entrusted to one or more statutory auditor (commissaire(s) aux comptes) who need not to be shareholder, and will serve for a term ending on the date of the annual general meeting of shareholders following his/their appointment. However his/their appointment can be renewed by the general meeting of shareholders.

Where the thresholds of article 35 of the law of December 19, 2002 concerning the Trade and Companies Register as well as the accounting and the annual accounts of the undertakings are met, the Company shall have its annual accounts audited by one or more qualified auditors (réviseurs d'entreprises) appointed by the general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may however appoint a qualified auditor at any time.

Section VI. - Dissolution - Liquidation

Art. 22. Dissolution. The dissolution of the Company shall be resolved by the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, by the general meeting of shareholders by a resolution taken by a vote of the majority of the shareholders, representing at least seventy-five percent (75%) of the share capital. The Company shall not be dissolved by the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of any shareholder.

Art. 23. Liquidation. The liquidation of the Company will be carried out by one or more liquidators appointed by the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, by the general meeting of shareholders by a resolution of the shareholders taken by a vote of the majority of the shareholders, representing at least seventy-five percent (75%) of the share capital, which shall determine his/their powers and remuneration. At the time of closing of the liquidation, the assets of the Company will be allocated to the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, to the shareholders proportionally to the shares they hold.

Art. 24. Applicable law. The laws here above mentioned in article 1st shall apply in so far as these Articles of Incorporation do not provide for the contrary.

Temporary provision

Notwithstanding the provisions of article 17 above, the first financial year of the Company starts today and will end on December 31, 2012.

Subscription - Payment

Enventure Partners LLC, in its capacity of founder, through its proxy holder, declared to subscribe to:

- 200 (two hundred) Class A Shares;
- 5 (five) Class B Shares;
- 5 (five) Class C Shares;
- 5 (five) Class D Shares;
- 5 (five) Class E Shares;
- 5 (five) Class F Shares;
- 5 (five) Class G Shares;
- 5 (five) Class H Shares;
- 5 (five) Class I Shares; and
- 5 (five) Class J Shares

representing 100% of the entire share capital; and

The share capital is as now at the disposal of the Company, proof of which has been duly given to the notary by producing a blocked funds certificate.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about EUR 1,300.- (one thousand three hundred Euro).

Resolutions of the shareholders

Immediately after the incorporation of the Company, the shareholders representing the entirety of the subscribed share capital passed the following resolutions:

1) - Mr. Carlos J. Pinto, born on November 19, 1971 in Faro, Portugal, residing at 3790 Main Highway, 33131, Miami, Florida, United States of America is appointed as type A manager for an undetermined duration; and

- Ms Céline Kohler, born on June 27, 1977 in Aix-les-Bains, France, residing at 10, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg

- Mr. Gueorgui Gotzev, born on June 13, 1977 in Sofia, Bulgaria, residing at 6 rue du Pont, L-7332 Müllendorf, Grand Duchy of Luxembourg are each appointed as type B manager for an undetermined duration.

2) The registered office of the Company shall be established at 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

In faith of which we, the undersigned Notary, have set hand and seal in the city of Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the holder of the power of attorney, said person signed with us, the Notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille douze, le seizième jour du mois de mai,

Pardevant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

A COMPARU:

Enventure Partners LLC, une société de droit américain (Etat de Floride), ayant son siège social au 2000 Ponce De Leon Boulevard, Suite 600, 33134 Coral Gables, Etats-Unis d'Amérique, enregistrée auprès du Florida Secretary of State, Division of Corporations, sous le numéro de dossier 208257221;

Ici représentées par Madame Sara Lecomte, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration paraphée ne varietur par la partie comparante et par le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte aux fins d'enregistrement.

La partie comparante, agissant es qualité, a requis le notaire instrumentant de dresser les statuts (les Statuts) d'une société à responsabilité limitée qui est ainsi constituée:

Section I. - Forme - Dénomination - Objet - Durée - Siège social

Art. 1^{er}. Forme. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée régie par le droit applicable à ce type de sociétés et plus particulièrement par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents Statuts (la Société).

Art. 2. Dénomination. La dénomination de la Société est Enventure Partners Luxco.

Art. 3. Objet. L'objet de la Société est d'effectuer toutes opérations en rapport direct ou indirect avec l'acquisition de participations dans toutes sociétés luxembourgeoises ou étrangères affiliées, sous quelque forme que ce soit, et l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

La Société peut utiliser ses fonds par tous les moyens pour constituer, gérer, développer et vendre ses actifs tels qu'ils seront constitués au fil du temps, acquérir, investir dans et vendre toute sorte de propriétés, corporelles ou incorporelles, mobilières ou immobilières, en ce compris son portefeuille d'actifs de toute nature, participer à la création, à l'acquisition, au développement et au contrôle de toute entreprise pour acquérir par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation ou de toute autre manière tous titres pour en disposer par voie de vente, transfert, échange ou autrement et les développer.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, à l'exclusion d'emprunts par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de titres, obligations, bons de caisse et tous titres

de dettes et/ou de valeurs mobilières. La Société pourra accorder tous crédits, y compris les intérêts de prêts et/ou par l'émission de valeurs mobilières à ses filiales, sociétés affiliées ou toute autre société.

La Société peut consentir des garanties ou des sûretés au profit de tiers afin de garantir ses obligations et les obligations de sociétés dans lesquelles elle détient une participation ou un intérêt direct ou indirect, ainsi qu'à toute société faisant partie du même groupe de sociétés que la Société. Elle peut prêter toute forme d'assistance à ces sociétés en ce compris, mais pas seulement, dans la gestion et le développement de ses sociétés et de leur portefeuille; elle peut leur accorder une assistance financière par des prêts, avances ou garanties. Elle peut nantir, céder, grever de charges tout ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur tout ou partie de ses avoirs.

La Société peut accomplir toutes les opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières et immobilières, se rapportant directement ou indirectement à son objet social ou susceptibles de favoriser son développement.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 5. Siège. Le siège social de la Société est établi dans la commune de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré en tout autre lieu de la commune de Luxembourg par décision du gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, par décision du conseil de gérance conformément aux Statuts ou en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par résolution de l'associé unique, ou, en cas de pluralité d'associés, par une résolution de la majorité des associés représentant plus de soixante-quinze pour cent (75%) du capital social de la Société.

La Société peut ouvrir des bureaux ou succursales, au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger.

Section II. - Capital - Parts sociales

Art. 6. Capital. Le capital social est fixé à USD 24.500,- (vingt-quatre mille cinq cents Dollars américains).

Il est composé de dix classes de parts sociales consistant en:

- 200 (deux cent) parts sociales de classe A (les Parts Sociales A);
- 5 (cinq) parts sociales de classe B (les Parts Sociales B);
- 5 (cinq) parts sociales de classe C (les Parts Sociales C);
- 5 (cinq) parts sociales de classe D (les Parts Sociales D);
- 5 (cinq) parts sociales de classe E (les Parts Sociales E);
- 5 (cinq) parts sociales de classe F (les Parts Sociales F);
- 5 (cinq) parts sociales de classe G (les Parts Sociales G);
- 5 (cinq) parts sociales de classe H (les Parts Sociales H);
- 5 (cinq) parts sociales de classe I (les Parts Sociales I); et
- 5 (cinq) parts sociales de classe J (les Parts Sociales J);

Chacune des 245 (deux cent quarante-cinq) parts sociales a une valeur nominale de USD 100,- (cent Dollar américains) et est entièrement libérée.

Le capital social peut être augmenté ou réduit par résolution de l'associé unique ou en cas de pluralité d'associés, par résolution prise par un vote de la majorité des associés représentant au moins soixante-quinze pour cent (75%) du capital social de la Société.

Art. 7. Droits de vote. Chaque part, quelque soit sa classe, confère un droit de vote identique et chaque associé dispose de droits de vote proportionnels au nombre de parts sociales qu'il détient.

Art. 8. Indivisibilité des parts. Les parts sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire par part sociale.

Art. 9. Transfert des parts. Les parts sont librement cessibles entre associés ou lorsque la Société a un associé unique.

Les cessions de parts sociales aux tiers sont soumises à l'agrément préalable des associés représentant au moins soixante-quinze pour cent (75%) du capital social de la Société, donné en assemblée générale.

Les cessions de parts sociales sont constatées par acte écrit conformément à la Loi.

Art. 10. Rachat des parts. La Société peut procéder au rachat des classes A à J, dans le cadre d'une réduction de son capital souscrit par annulation des parts rachetées et conformément aux modalités et conditions suivantes:

- une classe de parts sociales doit être rachetée entièrement;
- le prix de rachat de chaque part sociale rachetée sera calculé en divisant le Montant Disponible (tel que défini ci-après) par le nombre de parts sociales émises dans la classe de parts sociales rachetée et annulée;
- le Montant Disponible sera déterminé par le gérant ou le conseil de gérance le cas échéant, et sera approuvé par l'assemblée générale des associés sur la base d'un état financier intérimaire de la Société. Cet état financier sera préparé et basé sur une date qui ne sera pas antérieure de plus de 8 jours à la date de la réduction de capital et de l'annulation des parts sociales de la classe concernée.

Le Montant Disponible (MD) sera égal à la somme des bénéfices nets de la Société, incluant les bénéfices reportés (P) (i) moins les pertes incluant les pertes reportées (L) (ii) plus toute prime d'émission librement distribuable (à hauteur du

montant de L) ainsi que toute autre réserve librement distribuable (SR) moins (ii) toute somme qui doit être allouée à une réserve en application de la loi ou des statuts à la date de détermination (LR). Ce Montant Disponible est exprimé par l'équation suivante: $MD = P-L + SR - LR$;

Le Montant Disponible, tel que déterminé en utilisant la formule décrite ci-dessus, peut être augmenté de tous montants en argent supplémentaires ou/et de tous actifs disponibles de la Société au jour du rachat des parts sociales, de tels montants en argent supplémentaires ou/et actifs disponibles étant payés depuis le compte prime d'émission jusqu'à concurrence du montant de la prime d'émission au jour du rachat des parts.

- le rachat est décidé par une résolution de l'associé unique ou en cas de pluralité d'associés, par une résolution prise par la majorité des associés représentant au moins soixante-quinze pour cent (75%) du capital social de la Société; et
- les parts sociales rachetées sont annulées immédiatement après la réduction du capital social.

Section III. - Gérance

Art. 11. Nomination des gérants. La Société peut être gérée par un gérant unique ou plusieurs gérants. Dans le cas où plus d'un gérant est nommé, la Société sera gérée par un conseil de gérance qui sera alors composé de deux catégories différentes de gérants, à savoir des gérants de type A et des gérants de type B.

Aucun gérant n'a à être associé de la Société. Le(s) gérant(s) sont nommés par résolution de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par une résolution des associés représentant plus de cinquante pour cent (50%) du capital social de la Société. La rémunération, le cas échéant, du ou des gérant(s) est déterminée de la même manière.

Un gérant peut être révoqué, pour ou sans justes motifs, à tout moment, et être remplacé par résolution de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par une résolution des associés représentant plus de cinquante pour cent (50%) du capital social de la Société.

Art. 12. Pouvoirs des gérants. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts à l'associé unique, ou en cas de pluralité d'associés, à l'assemblée générale des associés, sont de la compétence du gérant unique ou du conseil de gérance, le cas échéant.

La Société est liée par la signature de son gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe d'au moins un gérant de type A et un gérant de type B.

Le gérant unique ou le conseil de gérance, le cas échéant, peut déléguer son/ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc, qui n'ont pas à être associé(s) ou gérant(s) de la Société. Le gérant unique ou le conseil de gérance détermine les pouvoirs et rémunération (s'il y a lieu) des agents, la durée de leur mandat ainsi que toutes autres modalités ou conditions de leur mandat.

Art. 13. Conseil de gérance. Lorsque la Société est gérée par un conseil de gérance, celui-ci peut choisir parmi ses membres un président. Le conseil de gérance pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas à être un gérant ou associé de la Société et qui sera en charge de la tenue des minutes des réunions du conseil de gérance.

Le conseil de gérance se réunit sur convocation d'un gérant. La convocation détaillant les points à l'ordre du jour, l'heure et le lieu de la réunion, est donnée à l'ensemble des gérants au moins 24 heures à l'avance, sauf lorsqu'il y est renoncé, par chacun des gérants, ou lorsque tous les gérants sont présents ou représentés.

Chaque gérant peut prendre part aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit ou par tout autre moyen de communication adéquat un autre gérant pour le représenter. Un gérant peut représenter plus d'un gérant.

Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par téléphone, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication approprié permettant à l'ensemble des gérants participant à la réunion de s'entendre les uns les autres au même moment. Une telle participation est réputée équivalente à une participation physique.

Une réunion du conseil de gérance est dûment tenue, si au commencement de celle-ci, la moitié du nombre total de gérants de la Société est présente en personne ou représentée, sauf lorsque le conseil de gérance est composé de moins de trois (3) gérants auquel cas, le quorum sera de tous les gérants.

Lors d'une réunion du conseil de gérance de la Société valablement tenue, les résolutions dudit conseil sont prises par un vote favorable d'un gérant de type A et d'un gérant de type B, sauf pour les résolutions relatives aux matières suivantes pour lesquelles un vote affirmatif de tous les gérants est requis, sans préjudice du vote de l'assemblée générale des actionnaires de la Société lors qu'un tel vote est nécessaire:

(h) la vente, l'échange ou tout acte de disposition de tout ou partie substantielle des actifs de la Société intervenant dans le cadre d'une opération particulière ou d'un plan;

(i) la fusion de la Société avec toute autre société à responsabilité limitée, société en commandite, société ou toute autre entité juridique;

(j) la modification des présents Statuts;

(k) toute acquisition ou cession d'investissements pour un prix ou une valeur excédant 1.000.000,-USD (un million US Dollars);

(l) tout emprunt excédant 500.000,-USD (cinq cent mille US Dollars) ou la fourniture de toute garantie par la Société;

(m) toute émission de parts de la Société; ou

(n) toute fusion, scission, restructuration, transfert de siège transfrontalier, liquidation ou dissolution de la Société.

Les résolutions écrites approuvées et signées par tous les gérants ont le même effet que les résolutions prises lors d'une réunion du conseil de gérance. Les résolutions peuvent être signées sur des exemplaires séparés, chacun d'eux étant un original et tous ensembles constituant un seul et même acte.

Les délibérations du conseil de gérance sont consignées dans des minutes signées par le président ou par deux gérants. Les copies ou extraits de ces minutes sont signés par le président ou par deux gérants.

Art. 14. Responsabilité des gérants. Aucun gérant n'engage sa responsabilité personnelle pour des engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société dans le cadre de ses fonctions de gérant de la Société et conformément aux Statuts.

Section IV. - Assemblée générale des associés

Art. 15. Associé unique. Un associé unique exerce seul les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés conformément à la Loi.

Hormis les opérations courantes conclues à des conditions normales, les contrats conclus entre l'associé unique et la Société doivent faire l'objet de procès-verbaux ou être établis par écrit.

Art. 16. Assemblées générales. Les assemblées générales d'associés peuvent être convoquées par le gérant unique ou, le cas échéant, par le conseil de gérance. A défaut, elles sont convoquées par les associés représentant plus de cinquante pour cent (50%) du capital social de la Société.

Les convocations écrites à une assemblée générale indiquant l'ordre du jour sont envoyées à chaque associé au moins 24 heures avant l'assemblée en indiquant l'heure et le lieu de la réunion.

Si tous les associés sont présents ou représentés à l'assemblée générale et déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée générale peut se tenir sans convocation préalable.

Tout associé peut se faire représenter et agir à toute assemblée générale en nommant comme mandataire et par écrit un tiers qui n'a pas à être associé de la Société.

Les résolutions de l'assemblée générale des associés sont valablement adoptées par vote des associés représentant plus de cinquante pour cent (50%) du capital social de la Société. Si le quorum n'est pas atteint lors d'une première assemblée, les associés seront convoqués par lettre recommandée à une deuxième assemblée.

Lors de cette deuxième assemblée, les résolutions sont valablement adoptées à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représentée.

Toutefois, les résolutions décidant de modifier les Statuts sont prises seulement par une résolution de la majorité des associés représentant au moins soixante-quinze pour cent (75%) du capital social de la Société.

La tenue d'assemblées générales d'associés n'est pas obligatoire, tant que le nombre des associés ne dépasse pas vingt-cinq (25). En l'absence d'assemblée, les résolutions des associés sont valablement prises par écrit à la même majorité des votes exprimés que celle prévue pour les assemblées générales, et pour autant que chaque associé ait reçu par écrit, par tout moyen de communication approprié, l'intégralité du texte de chaque résolution soumise à approbation, préalablement à son vote écrit.

Lorsque la tenue d'une assemblée générale est obligatoire, une assemblée générale devra être tenue annuellement à Luxembourg au siège social de la Société le quatrième mercredi du mois de mai ou le jour ouvrable suivant si ce jour est férié.

Section V. - Exercice social - Comptes sociaux - Profits - Audit

Art. 17. Exercice social. L'exercice social de la Société commence chaque année le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.

Art. 18. Comptes annuels. Tous les ans, à la fin de l'exercice social, le conseil de gérance ou le gérant unique, le cas échéant, dresse un bilan et un compte de pertes et profits conformément la Loi, auxquels un inventaire est annexé, l'ensemble de ces documents constituant les comptes annuels sera soumis à l'associé unique ou en cas de pluralité d'associés à l'assemblée générale des associés.

Art. 19. Bénéfices. Le solde du compte de pertes et profits, après déduction des dépenses, coûts, amortissements, charges et provisions, tel qu'approuvé par l'associé unique, ou en cas de pluralité d'associés, par l'assemblée générale des associés, représente le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent (5%) du bénéfice net est affecté à la réserve légale.

Ces prélèvements cessent d'être obligatoires lorsque la réserve légale atteint un dixième du capital social, mais devront être repris à tout moment jusqu'à entière reconstitution.

Le bénéfice restant est affecté par l'associé unique ou en cas de pluralité d'associés, par résolution des associés représentant plus de cinquante pour cent (50%) du capital social de la Société, décidant de sa distribution aux associés proportionnellement au nombre de parts qu'ils détiennent, de son report à nouveau, ou de son allocation à une réserve distribuable.

Art. 20. Dividendes intérimaires. Nonobstant ce qui précède, le gérant unique ou le conseil de gérance, le cas échéant, peut décider de verser des dividendes intérimaires avant la clôture de l'exercice social sur base d'un état comptable établi par le conseil de gérance, ou le gérant unique, le cas échéant, duquel doit ressortir que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice social augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à affecter à une réserve conformément à la Loi ou aux Statuts.

Art. 21. Audit. Lorsque le nombre des associés excède vingt-cinq (25), la surveillance de la Société est confiée à un ou plusieurs commissaire(s) aux comptes, associé(s) ou non, nommé(s) jusqu'à la date de l'assemblée générale annuelle des associés qui suit leur nomination. Cependant leur mandat peut être renouvelé par l'assemblée générale des associés.

Lorsque les seuils de l'article 35 de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises sont atteints, la Société confie le contrôle de ses comptes à un ou plusieurs réviseur(s) d'entreprises désigné(s) par résolution de l'assemblée générale des associés. L'assemblée générale des associés peut cependant nommer un réviseur d'entreprise à tout moment.

Section VI. - Dissolution - Liquidation

Art. 22. Dissolution. La dissolution de la Société est décidée par l'associé unique, ou en cas de pluralité d'associés, par l'assemblée générale des associés par une résolution prise par un vote positif de la majorité des associés représentant au moins soixante-quinze pour cent (75%) du capital social de la Société. La Société n'est pas dissoute par la mort, la suspension des droits civils, la déconfiture ou la faillite d'un associé.

Art. 23. Liquidation. La liquidation de la Société sera menée par un ou plusieurs liquidateurs désignés par l'associé unique, ou en cas de pluralité d'associés, par l'assemblée générale des associés par une résolution prise par la majorité des associés représentant au moins soixante-quinze pour cent (75%) du capital social de la Société, résolution qui déterminera leurs pouvoirs et rémunérations. Au moment de la clôture de liquidation, les avoirs de la Société seront attribués à l'associé unique ou en cas de pluralité d'associés, aux associés proportionnellement au nombre de parts qu'ils détiennent.

Art. 24. Loi applicable. Les lois mentionnées à l'article 1^{er}, ainsi que leurs modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'est pas dérogé par les présents statuts.

Disposition temporaire

Nonobstant les dispositions de l'article 17, le premier exercice de la société débute ce jour et s'achèvera le 31 décembre 2012.

Souscription - Paiement

Enventure Partners LLC, agissant en tant que fondateur et représentée par son mandataire, a déclaré souscrire à:

- 200 (deux cent) Parts Sociales A;
- 5 (cinq) Parts Sociales B;
- 5 (cinq) Parts Sociales C;
- 5 (cinq) Parts Sociales D;
- 5 (cinq) Parts Sociales E;
- 5 (cinq) Parts Sociales F;
- 5 (cinq) Parts Sociales G;
- 5 (cinq) Parts Sociales H;
- 5 (cinq) Parts Sociales I; et
- 5 (cinq) Parts Sociales J

représentant 100% du capital social.

Le capital social est donc à la disposition de la Société ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant par la production d'un certificat de blocage de fonds.

Frais

Le montant des frais, dépenses, coûts ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, sont approximativement évalués à mille trois cents Euros (EUR 1.300,-).

Résolutions des associés

Immédiatement après la constitution de la Société, les associés, représentant la totalité du capital social souscrit, ont pris les résolutions suivantes:

- 1) - Monsieur Carlos J. Pinto, né le 19 novembre 1971 à Faro, Portugal, résidant au 3790 Main Highway, 33131, Miami, Florida, Etats Unis d'Amérique est nommé gérant de catégorie A pour une période indéterminée; et

- Madame Céline Kohler, née le 27 juin 1977 à Aix-les-Bains, France, résidant au 10, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et

- Monsieur Gueorgui Gotzev, né le 13 juin 1977 à Sofia, Bulgarie, résidant au 6, rue du Pont, L-7332 Müllendorf, Grand-Duché de Luxembourg, sont chacun nommés gérants de catégorie B pour une période indéterminée.

2) Le siège social de la Société est établi au 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle anglais, constate par la présente qu'à la requête de la personne comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française et qu'en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire, il a signé avec nous, notaire, le présent acte.

Signé: S. LECOMTE, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C le 24 mai 2012. Relation: LAC/2012/23993. Reçu soixante-quinze Euros (75,-€).

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur sa demande.

Luxembourg, le 25 mai 2012.

Référence de publication: 2012060706/533.

(120085800) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mai 2012.

Middlesex JV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 122.711.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012062088/9.

(120087971) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2012.

Middlesex Office S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 123.418.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012062089/9.

(120087606) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2012.

Middlesex Residential S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 123.590.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012062090/9.

(120087437) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2012.

Middlesex Retail S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 123.416.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012062091/9.

(120087607) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2012.

MaxxCap S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3698 Foetz, 166, rue du Brill.
R.C.S. Luxembourg B 147.227.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 mai 2012.

Pour copie conforme
Pour la société
Maître Carlo WERSANDT
Notaire

Référence de publication: 2012062083/14.

(120087361) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2012.

Middlesex S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 113.643.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012062092/9.

(120087609) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2012.

Middlesex Student Housing S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 123.417.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012062093/9.

(120087605) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2012.

Midas Topco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 168.966.

STATUTES

In the year two thousand and twelve, on the fifteenth day of May.

Before the undersigned Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

BRE/Europe 6Q S.à r.l., a société à responsabilité limitée, governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and having its registered office at 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, having a share capital of EUR 12,500, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 164012,

here represented by Mrs. Carole Noblet, lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given under private seal in Luxembourg, on 10 May 2012.

The said proxy, initialled ne varietur by the proxyholder representing the appearing party and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, acting in its hereabove stated capacity, have required the officiating notary to enact the deed of incorporation of a private limited company (société à responsabilité limitée) which he declares organized and the articles of incorporation of which shall be as follows:

A. Purpose - Duration - Name - Registered office

Art. 1. There is hereby established among the current owner(s) of the shares created hereafter and all those who may become shareholders in the future, a société à responsabilité limitée (the "Company") which shall be governed by the law of 10 August 1915 regarding commercial companies, as amended, as well as by these articles of incorporation.

Art. 2. The purpose of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

The Company may further guarantee, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may carry out any commercial, industrial or financial activities which it may deem useful in accomplishment of its purpose.

In particular, the Company will provide the companies within its portfolio with the services necessary to their administration, control and development. For that purpose, the Company may require and retain the assistance of other advisors.

Art. 3. The Company is incorporated for an unlimited period of time.

Art. 4. The Company will assume the name of "Midas Topco S.à r.l."

Art. 5. The registered office of the Company is established in Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of a general meeting of its shareholders. Within the same borough, the registered office may be transferred through simple resolution of the manager or the board of managers. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad.

B. Share capital - Shares

Art. 6. The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) represented by five hundred (500) shares with a par value of twenty-five euro (EUR 25.-) each.

Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings.

Art. 7. The share capital may be modified at any time by the approval of (i) a majority of shareholders (ii) representing at least three quarters of the share capital.

Art. 8. The Company will recognize only one holder per share. The joint co-owners shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company.

Art. 9. The Company's shares are freely transferable among shareholders. Inter vivos, they may only be transferred to non-shareholders subject to the approval of such transfer given by the shareholders in a general meeting, at a majority of three quarters of the share capital.

In the event of death, the shares of the deceased shareholders may only be transferred to non-shareholders subject to the approval of such transfer given by the other shareholders in a general meeting, at a majority of three quarters of the share capital. Such approval is, however, not required if the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse.

Art. 10. The death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of one of the shareholders will not cause the dissolution of the Company.

C. Management

Art. 11. The Company is managed by one or several managers, who do not need to be shareholders.

The managers are appointed by the general meeting of shareholders which sets the term of their office. They may be dismissed freely at any time and without specific cause.

The Company will be bound in all circumstances by the signature of the sole manager.

In the case of several managers, the Company is managed by a board of managers, composed of at least two managers. In that case, the Company will be bound in all circumstances by the joint signature of two members of the board of managers.

The sole manager or the board of managers may grant special powers by authentic proxy or power of attorney by private instrument.

Art. 12. In case of several managers, the board of managers shall choose from among its shareholders or its members a chairman, and may choose from among its shareholders a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a manager, and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers and of the shareholders.

In dealings with third parties, the board of managers has the most extensive powers to act in the name of the Company in all circumstances and to authorise all transactions consistent with the Company's purpose.

The board of managers shall meet upon call by the chairman, or two managers, at the registered office of the Company.

The chairman shall preside at all meeting of the board of managers, but in his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four hours at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by cable, telegram, telex or facsimile another manager as his proxy. A manager may represent one or more of his colleagues.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference-call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The board of managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers.

Decisions shall be taken by a majority of votes of the managers present or represented at such meeting.

The board of managers may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication, to be confirmed in writing. The entirety will form the minutes giving evidence of the passing of the resolution.

Art. 13. The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman or, in his absence, by the vice-chairman, or by two managers. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, or by two managers.

Art. 14. The death or resignation of a manager, for any reason whatsoever, shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 15. The managers do not assume, by reason of their position, any personal liability in relation to commitments regularly made by them in the name of the Company. They are authorized agents only and are therefore merely responsible for the execution of their mandate.

D. Decisions of the sole shareholder - Collective decisions of the shareholders

Art. 16. Each shareholder may participate in the collective decisions irrespective of the number of shares which he owns. Each shareholder is entitled to as many votes as he holds or represents shares.

Art. 17. Collective decisions are only validly taken in so far as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital. The amendment of the articles of incorporation requires the approval of (i) a majority of shareholders (ii) representing three quarters of the share capital at least.

Art. 18. If the Company is composed of a sole shareholder, the latter exercises the powers devolved to the meeting of shareholders by the dispositions of section XII of the law of 10 August 1915 regarding commercial companies, as amended.

Art. 19. At no time shall the Company have more than thirty (30) shareholders. At no time shall an individual be allowed to become a shareholder of the Company.

E. Financial year - Annual accounts - Distribution of profits

Art. 20. The Company's year commences on the first day of January of each year and ends on the last day of December of the same year.

Art. 21. Each year on the last day of December, the accounts are closed and the manager(s) prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities. Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 22. Five per cent (5%) of the net profit are set aside for the establishment of a statutory reserve, until such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital. The balance may be freely used by the shareholders. Interim dividends may be distributed in compliance with the terms and conditions provided for by law.

F. Dissolution - Liquidation

Art. 23. In the event of a dissolution of the Company, the Company shall be liquidated by one or more liquidators, which do not need to be shareholders, and which are appointed by the general meeting of shareholders which will determine their powers and fees. The liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities.

The surplus, after payment of the liabilities, shall be distributed among the shareholders proportionally to the shares of the Company held by them.

Art. 24. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 regarding commercial companies, as amended.

Subscription and Payment

The five hundred (500) shares have been subscribed by BRE/Europe 6Q S.à r.l.

The shares so subscribed are fully paid up in cash so that the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Transitional provision

The first financial year shall begin on the date of the incorporation of the Company and shall end on the last day of December 2012.

Expenses

The expenses, costs, fees or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately EUR 1,200.-.

Resolutions

Immediately after the incorporation of the Company, the shareholders, representing the entirety of the subscribed capital of the Company, have passed the following resolutions:

1. The registered office of the Company shall be at 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg.
2. BRE/Management 6 S.A., a société anonyme governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and having its registered office at 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, having a share capital of EUR 31,000, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 164777, is appointed manager of the Company for an indefinite period of time.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that upon request of the above-appearing party, the present deed is worded in English followed by a German translation and in case of divergences between the English and the German text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder, known to the notary by his name, first name, civil status and residences, said proxyholder signed together with the notary the present deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des englischen Textes:

Im Jahre zweitausenzwölf, am fünfzehnten Mai.

Vor dem unterzeichneten Notar Henri Hellinckx, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

IST ERSCHIENEN:

BRE/Europe 6Q S.à r.l., eine société à responsabilité limitée gegründet und bestehen nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit einem Gesellschaftskapital von 12.500 Euro, mit Gesellschaftssitz in 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter Sektion B Nummer 164012,

hier vertreten durch Frau Carole Noblet Juristin, wohnhaft in Luxemburg, aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht, ausgestellt in Luxemburg, am 10. Mai 2012.

Die Vollmacht bleibt nach Zeichnung ne varietur durch die Erschienene und den unterzeichneten Notar gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigelegt, um mit derselben eingetragen zu werden.

Die Erschienene ersucht den unterzeichneten Notar, die Satzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung, die sie hiermit gründet, wie folgt zu beurkunden:

A. Zweck - Dauer - Name - Sitz

Art. 1. Hiermit wird zwischen dem jetzigen Inhabern der ausgegebenen Anteile und denjenigen, die in Zukunft Gesellschafter werden, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach Luxemburger Recht (nachstehend die „Gesellschaft“) gegründet, die durch die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, neue Fassung, sowie durch nachstehende Satzung geregelt wird.

Art. 2. Zweck der Gesellschaft ist der Erwerb von Beteiligungen jeder Art an in und ausländischen Gesellschaften und die Verwirklichung sonstiger Investitionen jeder Art, der Erwerb von Wertpapieren jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Weise, die Übertragung von Wertpapieren durch Verkauf, Tausch oder auf andere Weise sowie die Verwaltung, Kontrolle und Verwertung dieser Beteiligungen.

Die Gesellschaft kann zudem Gesellschaften, in denen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung hält oder die der gleichen Gesellschaftsgruppe wie sie selbst angehören, Bürgschaften oder Kredite gewähren oder sie auf andere Weise unterstützen.

Die Gesellschaft kann alle Geschäfte kaufmännischer, gewerblicher oder finanzieller Natur betreiben, die der Erreichung ihres Zweckes förderlich sind.

Die Gesellschaft wird insbesondere die Gesellschaften, an denen sie eine Beteiligung hält, mit den notwendigen Dienstleistungen in Bezug auf Verwaltung, Kontrolle und Verwertung versorgen. Zu diesem Zweck kann die Gesellschaft auf die Unterstützung anderer Berater zurückgreifen.

Art. 3. Die Dauer der Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit festgesetzt.

Art. 4. Die Gesellschaft führt die Bezeichnung „Midas Topco S.à r.l.“.

Art. 5. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg-Stadt. Er kann durch Beschluss der Hauptversammlung der Gesellschafter an jeden beliebigen Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden. Innerhalb desselben Bezirks kann der Gesellschaftssitz durch einfachen Beschluss des Geschäftsführers oder des Geschäftsführerrates verlegt werden. Außenstellen und andere Niederlassungen können außerhalb Luxemburgs gegründet werden.

B. Gesellschaftskapital - Anteile

Art. 6. Das Gesellschaftskapital beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-), aufgeteilt in fünfhundert (500) Anteile mit einem Nennwert von je fünfundzwanzig Euro (EUR 25,-) pro Anteil.

Jeder Anteil gewährt jeweils ein Stimmrecht bei ordentlichen und außerordentlichen Hauptversammlungen.

Art. 7. Die Änderung des Gesellschaftskapitals bedarf der Zustimmung (i) der Mehrheit der Gesellschafter, (ii) die drei Viertel des Kapitals vertreten.

Art. 8. Die Gesellschaft erkennt nur einen einzigen Eigentümer pro Anteil an.

Miteigentümer eines einzelnen Anteils müssen eine Person ernennen, die beide gegenüber der Gesellschaft vertritt.

Art. 9. Die Anteile können zwischen den Gesellschaftern frei übertragen werden.

Die Übertragung der Gesellschaftsanteile zu Lebzeiten an Dritte bedarf der Zustimmung der Gesellschafter, die drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten.

Die Übertragung von Todes wegen an Dritte bedarf der Zustimmung der Gesellschafter, die drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten. Keine Zustimmung ist erforderlich, wenn die Übertragung an Aszendente, Deszendente oder an den überlebenden Ehegatten erfolgt.

Art. 10. Die Gesellschaft erlischt nicht durch den Tod, die Aufhebung der Bürgerrechte, den Konkurs oder die Zahlungsunfähigkeit eines ihrer Gesellschafter.

C. Geschäftsführung

Art. 11. Die Gesellschaft wird geführt durch einen oder mehrere Geschäftsführer. Die Geschäftsführer müssen nicht Gesellschafter sein.

Die Geschäftsführer werden von der Hauptversammlung ernannt. Die Hauptversammlung bestimmt auch die Dauer ihres Mandats. Die Geschäftsführer können jederzeit, ohne Angabe von Gründen, aus ihren Funktionen entlassen werden.

Die Gesellschaft wird jederzeit durch den alleinigen Geschäftsführer verpflichtet.

Im Falle von mehreren Geschäftsführern wird die Gesellschaft durch den Geschäftsführerrat, der aus mindestens zwei Geschäftsführern besteht, verwaltet. In diesem Fall wird die Gesellschaft jederzeit durch die Unterschrift von zwei Mitgliedern des Geschäftsführerrates verpflichtet.

Vollmachten werden durch den alleinigen Geschäftsführer oder den Geschäftsführerrat privatschriftlich erteilt, wobei Sondervollmachten nur aufgrund notariell beglaubigter Urkunde erteilt werden können.

Art. 12. Im Falle von mehreren Geschäftsführern wählt der Geschäftsführerrat aus dem Kreise seiner Mitglieder einen Vorsitzenden und gegebenenfalls auch einen stellvertretenden Vorsitzenden. Er kann auch einen Sekretär bestellen, der nicht Mitglied des Geschäftsführerrates sein muss. Der Sekretär ist für das Führen der Protokolle der Geschäftsführersitzungen und der Gesellschafterversammlungen verantwortlich.

Dritten gegenüber ist der Geschäftsführerrat unbeschränkt bevollmächtigt, jederzeit im Namen der Gesellschaft zu handeln und Geschäfte und Handlungen zu genehmigen, die mit dem Gesellschaftszweck in Einklang stehen.

Der Geschäftsführerrat wird durch den Vorsitzenden oder durch zwei seiner Mitglieder einberufen, die Versammlungen finden am Gesellschaftssitz statt.

Der Vorsitzende hat den Vorsitz in jeder Geschäftsführersitzung. In seiner Abwesenheit kann der Geschäftsführerrat mit der Mehrheit der Anwesenden ein anderes Geschäftsführersratsmitglied zum vorläufigen Vorsitzenden ernennen.

Jedes Mitglied des Geschäftsführerrates erhält mindestens vierundzwanzig Stunden vor Sitzungsdatum ein Einberufungsschreiben. Dies gilt nicht für den Fall einer Dringlichkeit, in dem die Natur und die Gründe dieser Dringlichkeit im

Einberufungsschreiben angegeben werden müssen. Anhand schriftlicher, durch Kabel, Telegramm, Telex, Telefax oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel gegebener Einwilligung eines jeden Geschäftsführersratsmitgliedes kann

auf die Einberufungsschreiben verzichtet werden. Ein spezielles Einberufungsschreiben ist nicht erforderlich für Sitzungen des Geschäftsführerrates, die zu einer Zeit und an einem Ort abgehalten werden, die von einem vorherigen Beschluss des Geschäftsführerrates festgesetzt wurden.

Jedes Mitglied des Geschäftsführerrates kann sich in der Sitzung des Geschäftsführerrates aufgrund einer schriftlich, durch Kabel, Telegramm, Telex oder Telefax erteilten Vollmacht durch ein anderes Mitglied des Geschäftsführerrates vertreten lassen. Ein Mitglied des Geschäftsführerrates kann mehrere andere Mitglieder des Geschäftsführerrates vertreten.

Jedes Mitglied des Geschäftsführerrates kann durch eine telefonische oder visuelle Konferenzschaltung oder durch ein anderes Kommunikationsmittel an einer Sitzung teilnehmen, unter der Bedingung, dass jeder Teilnehmer der Sitzung alle anderen verstehen kann. Die Teilnahme an einer Sitzung auf diese Weise entspricht einer persönlichen Teilnahme an der Sitzung.

Der Geschäftsführerrat ist nur beschlussfähig, wenn mindestens die einfache Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist. Beschlüsse des Geschäftsführerrates werden mit der einfachen Mehrheit der Stimmen seiner auf der jeweiligen Sitzung anwesenden oder vertretenen Mitglieder gefasst.

Einstimmige Beschlüsse des Geschäftsführerrates können auch durch Rundschreiben mittels einer oder mehrere schriftlicher, durch Kabel, Telegramm, Telex, Telefax oder andere Kommunikationsmittel belegter Unterlagen gefasst werden, unter der Bedingung, dass solche Beschlüsse schriftlich bestätigt werden. Die Gesamtheit der Unterlagen bildet das als Beweis der Beschlussfassung geltende Protokoll.

Art. 13. Die Protokolle aller Geschäftsführerratssitzungen werden vom Vorsitzenden oder, in seiner Abwesenheit, vom stellvertretenden Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern unterzeichnet. Die Kopien oder Auszüge der Protokolle, die vor Gericht oder anderweitig vorgelegt werden sollen, werden vom Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern unterzeichnet.

Art. 14. Die Gesellschaft wird durch den Tod oder den Rücktritt eines Geschäftsführers, aus welchem Grund auch immer, nicht aufgelöst.

Art. 15. Es besteht keine persönliche Haftung der Gesellschafter für Verbindlichkeiten, die sie vorschriftsmäßig im Namen der Gesellschaft eingehen.

Als Bevollmächtigte sind sie lediglich für die Ausübung ihres Mandats verantwortlich.

D. Entscheidungen des alleinigen Gesellschafter - Hauptversammlungen der Gesellschafter

Art. 16. Jeder Gesellschafter kann an den Hauptversammlungen der Gesellschaft teilnehmen, unabhängig von der Anzahl der in seinem Eigentum stehenden Anteile. Jeder Gesellschafter hat so viele Stimmen, wie er Gesellschaftsanteile besitzt oder vertritt.

Art. 17. Die Beschlüsse der Gesellschafter sind nur rechtswirksam, wenn sie von Gesellschaftern angenommen werden, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten. Die Abänderung der Satzung benötigt die Zustimmung (i) der einfachen Mehrheit der Gesellschafter, (ii) die wenigstens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten.

Art. 18. Sollte die Gesellschaft einen alleinigen Gesellschafter haben, so übt dieser die Befugnisse aus, die der Hauptversammlung gemäß Abschnitt XII des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, neue Fassung, zustehen.

Art. 19. Die Zahl der Gesellschafter der Gesellschaft sollte zu keinem Zeitpunkt dreißig (30) überschreiten. Eine natürliche Person sollte zu keinem Zeitpunkt Gesellschafter der Gesellschaft werden können.

E. Geschäftsjahr - Konten - Gewinnausschüttungen

Art. 20. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar eines jeden Jahres und endet am einunddreißigsten Dezember desselben Jahres.

Art. 21. Am einunddreißigsten Dezember jeden Jahres werden die Konten geschlossen und der oder die Geschäftsführer stellen ein Inventar auf, in dem sämtliche Vermögenswerte und Verbindlichkeiten der Gesellschaft aufgeführt sind. Jeder Gesellschafter kann am Gesellschaftssitz Einsicht in das Inventar und die Bilanz nehmen.

Art. 22. Fünf Prozent (5%) des Nettogewinnes werden der gesetzlichen Reserve zugeführt, bis diese zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals erreicht hat. Der verbleibende Betrag steht den Gesellschaftern zur freien Verfügung. Abschlagsdividenden können unter Beachtung der gesetzlichen Bestimmungen ausgeschüttet werden.

F. Gesellschaftsauflösung - Liquidation

Art. 23. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren von der Hauptversammlung ernannten Liquidatoren, die keine Gesellschafter sein müssen, durchgeführt. Die Hauptversammlung legt Befugnisse und Vergütung der Liquidatoren fest. Die Liquidatoren haben alle Befugnisse zur Verwertung der Vermögensgüter und Begleichung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

Der nach Begleichung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft bestehende Überschuss wird unter den Gesellschaftern im Verhältnis zu dem ihnen zustehenden Kapitalanteil aufgeteilt.

Art. 24. Für alle nicht in dieser Satzung geregelten Punkte verweisen die Erschienenen auf die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, neue Fassung.

Zeichnung und Zahlung der Gesellschaftsanteile

Die fünfhundert (500) Gesellschaftsanteile wurden von BRE/Europe 6Q S.à r.l. vorgenannt, gezeichnet.

Die gezeichneten Anteile wurden vollständig in bar einbezahlt, demgemäß verfügt die Gesellschaft über einen Betrag von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-), wie dem unterzeichneten Notar nachgewiesen wurde.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt mit der Gründung der Gesellschaft und endet am letzten Tag des Monats Dezember 2012.

Kosten

Die der Gesellschaft aus Anlass ihrer Gründung entstehenden Kosten, Honorare und Auslagen werden auf ungefähr EUR 1.200,- geschätzt.

Beschlüsse

Unverzüglich nach Gesellschaftsgründung haben die Gesellschafter, die das gesamte gezeichnete Gesellschaftskapital vertreten, folgende Beschlüsse gefasst:

1. Die Adresse des Gesellschaftssitzes der Gesellschaft befindet sich in 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxemburg.
2. BRE/Management 6 S.A., eine société anonyme bestehend nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit einem Gesellschaftskapital von 31.000 Euro, mit Sitz in 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter Sektion B Nummer 164777, wird auf unbestimmte Zeit zum Geschäftsführer ernannt.

Worüber Urkunde, aufgenommen zu Luxemburg, Datum wie eingangs erwähnt.

Der amtierende Notar, der der englischen Sprache kundig ist, stellt hiermit fest, dass auf Ersuchen der vorgenannten Parteien diese Urkunde in englischer Sprache verfasst ist, gefolgt von einer Übersetzung in deutscher Sprache. Im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, ist die englische Fassung maßgebend.

Nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Vertreter, der dem Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, sowie Stand und Wohnort bekannt ist, hat der Vertreter mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterzeichnet.

Gezeichnet: C. NOBLET - H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 16 mai 2012. Relation:LAC/2012/22880. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): Irène THILL.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations erteilt.

Luxemburg, den neunundzwanzigsten Mai zweitausendzweölf.

Référence de publication: 2012061471/322.

(120087069) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2012.

Macla S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 20.000,00.

Siège social: L-2417 Luxembourg, 10, rue de Reims.

R.C.S. Luxembourg B 116.793.

Extrait rectificatif sur dépôt numéro L120070655 du 2 mai 2012

Le dépôt L120070655 du 2 mai 2012 mentionne entre autre que M. Alexandre Car est nommé en tant que gérant de la Société.

Or, cette information est erronée et il convient donc de lire:

- De nommer M. Alexandre Clar, né le 13 juin 1962 à Agen, France, ayant son adresse professionnelle à Amsterdamweg 14, 1420AA Uithoorn, Pays-Bas, en tant que gérant de la Société avec effet au 1^{er} mai 2012 et ce, pour une durée indéterminée;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 30 mai 2012.

Référence de publication: 2012062101/17.

(120087858) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2012.

Monier Holdings GP S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 148.537.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 25 mai 2012.

Référence de publication: 2012062095/10.

(120087324) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2012.

Monier Holdings GP S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 148.537.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 29 mai 2012.

Référence de publication: 2012062096/10.

(120087392) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2012.

Monier Holdings S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 148.539.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 29 mai 2012.

Référence de publication: 2012062097/10.

(120087385) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2012.

Malta, Société en Commandite simple.

Siège social: L-4051 Esch-sur-Alzette, 112, rue du Canal.

R.C.S. Luxembourg B 155.677.

EXTRAIT

Cession de parts sociaux commandités

Entre

René Pierre ZESTER né le 06 juin 1971 à Beaumont sur Oise, demeurant 112 rue du canal L-4051 Esch sur Alzette cède et transporte 334 parts

A

Monsieur CALVIGNANELLO FABRICE, LAURENT né le 20/02/1983 à Echirole demeurant 260 route du Lac F-38660 La Terrasse. Pour un prix unitaire 1 €.

Accepte la démission de Mr ZESTER René Pierre de la Gérance

Monsieur CALVIGNANELLO FABRICE, LAURENT est nommé gérant.

Fait à Esch sur Alzette, le 27/01/2011.

ZESTER RP / CALVIGNANELLO F.

Référence de publication: 2012062102/18.

(120087483) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2012.

Mosella Consult S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 182.031.000,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 51.918.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 30 mai 2012.

Référence de publication: 2012062100/11.

(120087782) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2012.

Marly International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8360 Goetzingen, 1, rue de Nospelt.
R.C.S. Luxembourg B 65.098.

Extrait sincère et conforme de décisions prise par l'assemblée générale des actionnaires du 23 octobre 2011

Les actionnaires de la société ont décidé de renouveler les mandats des administrateurs existants et de l'administrateur délégué jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en l'année 2017.

La société SERVICES FINANCIERS MAPONI INC. a été révoquée en qualité de commissaire aux comptes avec effet immédiat.

La société Mysama S.à r.l., immatriculée au R.C.S. de Luxembourg sous le numéro B 147.046 ayant son siège social au 2, Rue Pletzer L - 8080 Bertrange a été nommée en remplacement. Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en l'année 2017.

Goetzingen, le 23 octobre 2011.

Un mandataire

Référence de publication: 2012062103/17.

(120087658) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2012.

MaxxCap S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3698 Foetz, 166, rue du Brill.
R.C.S. Luxembourg B 147.227.

L'an deux mille douze, le vingt-deux mai;

Pardevant Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

Monsieur Jean Bernard ZEIMET, réviseur d'entreprises agréé, né à Luxembourg, le 5 mars 1953, demeurant professionnellement à L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri,

ici représenté par Madame Nathalie FREITAS, employée, demeurant professionnellement à L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée, laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par la mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec lui.

Lequel comparant, représenté comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

- Que la société à responsabilité limitée "MaxxCap S.à r.l.", (la "Société"), établie et ayant son siège social à L-3698 Foetz, 166, rue du Brill, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 147227, a été constituée suivant acte reçu par Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, en date du 14 juillet 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1554 du 12 août 2009;

- Que le comparant est le seul et unique associé actuel de la Société ("Associé Unique") et qu'il a pris, par sa mandataire, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide de modifier l'objet social afin de donner dorénavant à l'article 2 des statuts la teneur suivante:

" **Art. 2.** La Société a pour objet:

- l'achat et la vente de terrains et d'autres objets immobiliers, en direct ou par structure interposée, ainsi que la location de ces biens;

- l'intervention comme intermédiaire ou apporteur d'affaires;

- la prestation de services de consultance dans le domaine de l'immobilier;
- l'évaluation d'objets immobiliers ou terrains.

La Société a en outre pour objet la gestion et la mise en valeur de portefeuilles d'assurances toutes branches et l'exploitation d'une agence d'assurance par l'intermédiaire d'une ou de plusieurs personnes physiques dûment agréées.

Dans le cadre de son activité, la Société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

Elle pourra effectuer toutes opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rapportant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus et susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement.

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide de restructurer la gérance de la Société comme suit:

- l'actuelle et unique gérante technique Madame Rosette MARCHESE-SCHANE est nommée, pour une durée indéterminée, gérante administrative ainsi que gérante technique pour les activités relatives à la branche "immobilier" de l'objet social;

- Monsieur Romain PUTZ, agent d'assurances, né à Luxembourg, le 17 novembre 1973, demeurant à L-8283 Kehlen, 5, rue Schaarfeneck, est nommé, pour une durée indéterminée, gérant technique pour la branche d'activités "assurances" de l'objet social;

- le régime de signature des gérants est modifié comme suit:

"Chaque gérant technique peut engager valablement la Société, en toutes circonstances, par sa signature individuelle pour les opérations relevant des activités de sa branche d'activité afférente.

Pour toutes autres opérations et obligations engageant la Société et n'ayant pas trait aux activités "immobilier" et "assurances", la Société est engagée valablement par la signature conjointe d'un gérant technique et de la gérante administrative."

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, est évalué approximativement à la somme de neuf cent cinquante euros et l'Associé Unique, s'y engage personnellement.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire du comparant, ès-qualité qu'elle agit, connue du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, ladite mandataire a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: N. FREITAS, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 24 mai 2012. LAC/2012/23968. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 29 mai 2012.

Référence de publication: 2012062084/63.

(120087662) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2012.

Marly International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4702 Pétange, 21, rue Robert Krieps.

R.C.S. Luxembourg B 65.098.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012062104/9.

(120087682) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2012.

Marly International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4702 Pétange, 21, rue Robert Krieps.

R.C.S. Luxembourg B 65.098.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012062105/9.

(120087758) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2012.